CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

■ Seconde crise générale du capitalisme : 2021-2022 en perspective (page 3)

■ La fermeture des remontées mécaniques des stations des ski en France, un marqueur de la seconde crise générale du capitalisme(page 8)

■ La tendance à la guerre sera-t-elle le terrain de la restructuration dans la seconde phase de la seconde crise générale du capitalisme ? (page 16)

■ La dette publique comme talon d'Achille de l'impérialisme français (page 21)

■ Le Pôle de Renaissance Communiste en France, une structure nationaliste tentant de fausser le concept de crise générale du capitalisme (page 26)

■ Un aperçu de l'état et du rôle des zones humides dans le monde grâce à la Convention de Ramsar (page 30)

■ La vie dans la métropole impérialiste mise à nue par la pandémie (page 42)

■ La maladie incurable du capitalisme - La crise économique (1975) (page 50)

■ L'État Islamique comme expression de la crise générale en tant que retour à l'esclavagisme (page 62)

■ Le parlement flamand salue d'anciens nazis : un exemple de l'expression de la crise générale belge (page 67)

Février 2021

9

Ce neuvième numéro de Crise est publié en ce mois de février 2021 alors que la seconde crise générale du capitalisme rentre dans une nouvelle étape, celle de la restructuration. Le capitalisme a réussi à utiliser tous les moyens disponibles pour apparemment éteindre le feu de la crise économique ouverte par la pandémie. En réalité, il n'a fait que repousser les échéances, alors que de toutes façons la pandémie est issue d'une contradiction villes-campagnes qui ne cesse de s'approfondir.

Et, sans même attendre, le capitalisme doit aller dans le sens de la restructuration, afin de remettre en route les mécanismes de l'accumulation du capital, de la production et de la consommation. Il n'a naturellement aucune conscience de cela – il n'y a pas de « plan » et encore moins d'état-major à un mode de production décadent.

ÉDITORIAL

Saisir la nature de la restructuration exige un travail de fond et Crise est le média adéquat pour cela. C'est le lieu pour chercher à synthétiser et pour faire partager la compréhension des différents aspects de la crise. C'est le terrain où doit s'élaborer les contours du programme de transition au Communisme qu'exige historiquement la classe ouvrière.

C'est aussi la preuve de l'orientation correcte prise en mai 2020, au moment de publier le premier numéro. Il est toujours plus clair que la seconde crise du capitalisme a bien été ouverte, que la destruction de la nature par le capitalisme reflète un mode de production qui, non content de se rabougrir, cherche à engloutir le monde avec lui. Se confronter à ce mode de production en recomposant le tissu prolétarien est la stratégie communiste – la restructuration capitaliste ne triomphera pas de cette perspective révolutionnaire, dont le mot d'ordre est : guerre populaire jusqu'au Communisme !

vivelemaoisme.org

materialisme-dialectique.com

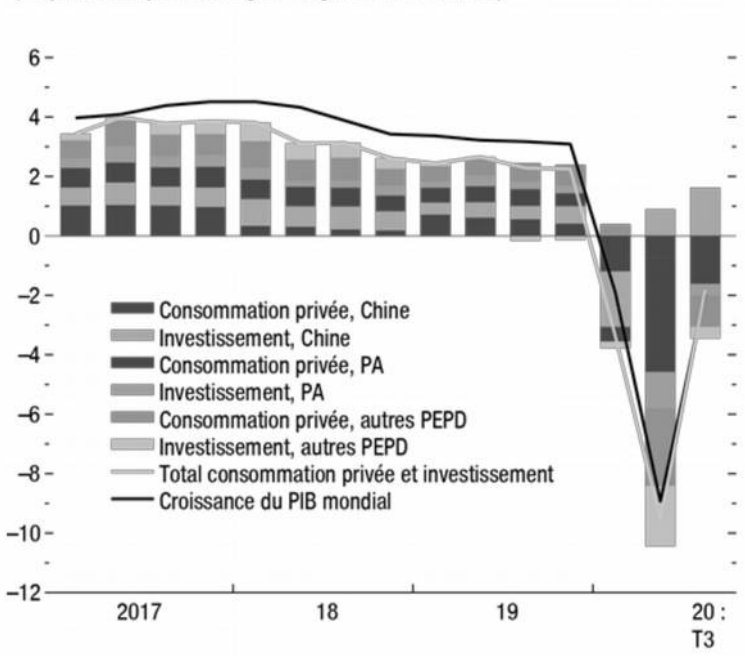
Seconde crise générale du capitalisme : 2021-2022 en perspective

L'année 2020 a été particulièrement tourmentée pour le capitalisme avec l'irruption de la seconde crise générale et, naturellement, il est très difficile de cerner les contours de celle-ci. Il y a tellement d'aspects, allant de l'économique à la politique en passant par le social et bien entendu l'écologie, que la compréhension de la crise est tout un processus, consistant justement en la révolution.

Du côté capitaliste, il y a inversement le mot d'ordre de la restructuration, avec l'obsession d'un redémarrage. Selon le Fonds Monétaire International, il est attendu une croissance de 5,5 % en 2021, puis de 4,2 % en 2022. La mise en place de différents vaccins est en effet d'un grand espoir pour les capitalistes, même si en même temps l'incertitude prédomine. Cela produit une lecture contradictoire, où il est à la fois expliqué que tout repart comme avant, mais qu'en même temps les choses sont bien compliquées.

Même si le graphique suivant est en noir et blanc (les légendes des couleurs sont dans l'ordre inverse de leur répartition dans le graphique), on voit tout de suite le problème : la consommation et l'investissement ont connu une baisse drastique. Pour un mode de production comme le capitalisme, c'est un double problème : déjà il n'y a pas la croissance normale, habituelle, mais en plus il y a un recul.

Graphique 2. Contributions de la consommation et de l'investissement à la croissance du PIB mondial
(En points de pourcentage ; en glissement annuel)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : Les données couvrent 73,8 % du PIB mondial. PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement ; investissement = formation brute de capital fixe.

Le Fonds Monétaire International pose trois questions selon lui cruciales pour déterminer les perspectives.

« Premièrement, dans quelle mesure les restrictions indispensables pour freiner la transmission influeront-elles sur l'activité à court terme avant que les vaccins ne commencent à offrir une protection efficace à l'échelle de la société ?

Deuxièmement, comment l'activité réagira-t-elle aux attentes en matière de vaccination et aux mesures de soutien ?

Troisièmement, comment évolueront les conditions financières et les cours des produits de base ? »

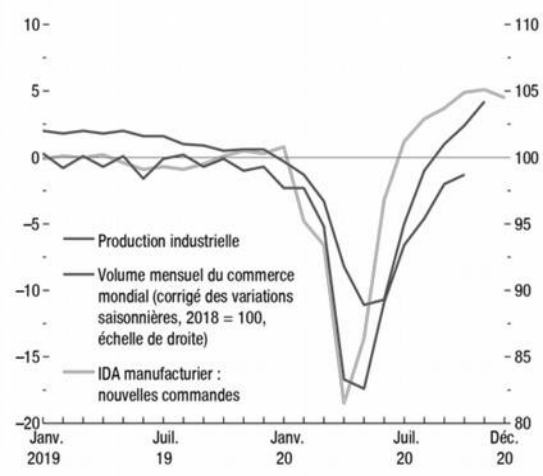
En clair, la question de la vaccination est vue comme primordiale. Il ne s'agit pas simplement de la vaccination au sens d'un moyen de retourner à la normale. Il s'agit de voir que la vaccination aura elle-même un impact sur l'économie. Cela ajoute une inconnue et cela est un problème de plus pour les capitalistes.

S'il était possible de vacciner en une semaine au moyen de vaccins produits en une semaine, la question ne se poserait pas. Mais là on parle d'un processus à la fois long et incertain. C'est quelque chose de perturbant et les capitalistes n'avaient pas besoin de cela.

Il a même été parlé dans certains pays d'un carnet de vaccination pour permettre certaines activités. C'est dire à quel point une réorganisation de la société est même prise en considération, avec des multi-citoyennetés selon la vaccination ou non, pour tenter de résoudre l'équation.

Il suffit de voir le graphique proposé par le FMI en janvier 2021 pour saisir l'enjeu : la reprise est fragile, il faut éviter tout ce qui peut la casser. C'est le commerce surtout qui a le moins repris.

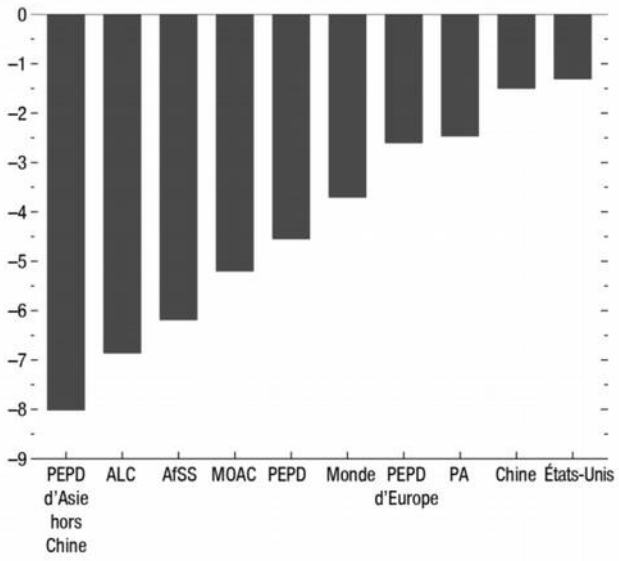
Graphique 3. Indicateurs de l'activité mondiale
(Moyenne mobile sur trois mois ; variation annualisée en pourcentage ; écarts par rapport à 50 pour l'IDA manufacturier, sauf indication contraire)



Sources : Bureau néerlandais de l'analyse de la politique économique CPB ; Haver Analytics ; Markit Economics ; calculs des services du FMI.
Note : IDA = indice des directeurs d'achat.

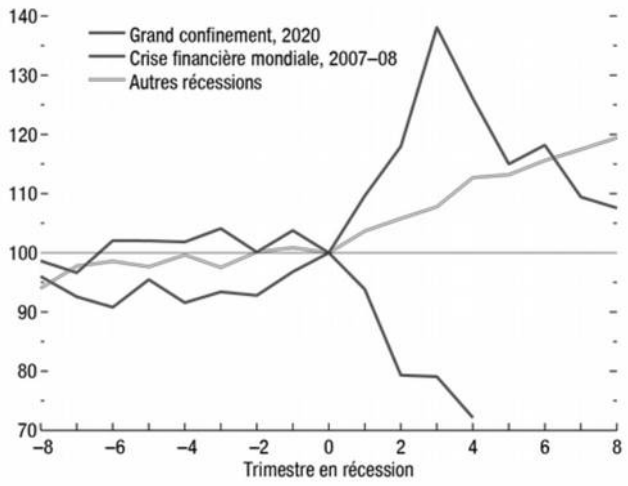
Et il faut bien saisir un aspect essentiel. Dire que la croissance reprend, c'est parler d'une croissance qui part d'un total qui a reculé. Lorsque le FMI explique qu'il aura une croissance de 4,2 % de l'économie mondiale en 2022, cela se fonde sur 2021. Il ne faut jamais perdre de vue le recul effectué par l'économie mondiale.

Graphique 4. Pertes de PIB par rapport à l'avant-COVID, par région
(Niveau projeté actuellement pour 2022 par rapport aux prévisions pré-COVID (Mise à jour de janvier 2020 des PEM), *différence en pourcentage)*



Source : calculs des services du FMI.
Note : AfSS = Afrique subsaharienne ; ALC = Amérique latine et Caraïbes ; MOAC = Moyen-Orient et Asie centrale ; PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

Graphique 6. Faillites
(Indice, dernier trimestre avant la récession = 100)



Sources : CEIC ; autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : Les données proviennent de 13 pays, avec divers degrés de couverture entre le 1er trimestre 1990 et le 3e trimestre 2020.

Ce n'est pas avant 2022 que celle-ci est censée revenir à son état d'avant-crise. Il va de soi qu'une telle affirmation n'a en soi aucun sens, puisqu'on ne saurait parler d'années blanches. On ne peut pas faire comme s'il ne s'était rien passé, comme si les gens n'avaient pas continué de vivre, comme si le capitalisme s'était mis en pause, etc. Même en admettant que le capitalisme reprenne son cours normal après 2022 – une hypothèse absurde – il y aura au minimum des distorsions causées par les années précédentes.

Bref, de quelque manière qu'on prenne la chose, rien n'est plus « normal ». Il suffit de voir les faillites pour le vérifier. Il y a eu bien moins de faillites lors du grand confinement 2020 que

lors de la crise financière de 2007-2008, parce que l'économie capitaliste a été portée à bout de bras par les États.

C'est ce qui fait que de nombreux commentateurs économiques craignent une zombification de l'économie, avec des entreprises continuant de tourner de manière artificielle. Elles ne pourront rien rembourser des prêts obtenus, elles plombent l'économie par le caractère fictif, elles vont se retrouver en faillite, etc. Le FMI l'a évidemment noté et en appelle à des mesures… « extrajudiciaires » !

« Les transferts en faveur des entreprises, assortis de garanties de crédit et de programmes d'appui aux crédits, ont évité des faillites qui auraient sinon pu se produire (mais ils ont également permis à certaines entreprises non viables de survivre, ce qui pourrait peser sur la productivité globale à l'avenir).

Une analyse des services du FMI portant sur un échantillon de 13 pays avancés et couvrant la période allant de 1990 à la crise de la COVID révèle que le nombre de faillites a en fait diminué pendant cette récession, contrairement aux précédentes récessions.

Cette diminution peut également s'expliquer en partie par les moratoires sur les faillites imposés dans quelques pays. Comme indiqué dans les Perspectives de l'économie mondiale d'octobre 2020, en cas d'accumulation de dossiers, il sera essentiel de pouvoir compter sur des régimes d'insolvabilité efficaces, à même de répartir les pertes entres banques, investisseurs et entreprises.

En outre, il sera peut-être nécessaire de renforcer les mécanismes extrajudiciaires de restructuration (ou d'en établir) pour accélérer le traitement. »

Ce n'est évidemment pas le seul effet attendu. Le FMI croit évidemment que la crise sera dépassée, mais considère qu'il y aura également un prolétariat mécontent. Voici comment cela est présenté de manière voilée :

« Comme l'expliquent les Perspectives de l'économie mondiale d'octobre 2020, une fois la crise estompée, les dirigeants devront s'attacher en priorité à faire face aux répercussions qui s'annoncent durables, et dont certaines ne sont qu'une intensification de tendances préexistantes : faible croissance de la productivité, creusement des inégalités, hausse du nombre absolu de personnes en situation de pauvreté, augmentation de la dette et retard d'accumulation de capital humain. »

Si on traduit cela, cela donne :

- il y aura un rapport au travail salarié marqué par le mécontentement ;

- la paupérisation relative va s'approfondir ;

- la paupérisation absolue va s'étendre ;

- le capital financier va devenir ouvertement hégémonique ;

- le chômage va exploser.

Le FMI appelle à la coopération internationale pour mutualiser les initiatives, mais en réalité on sait que la situation implique une expansion de la compétition des pays impérialistes pour le repartage du monde, ainsi qu'une agressivité bien plus élevée des pays semi-féodaux semi-coloniaux de type expansionniste (Inde, Turquie, Vietnam, Brésil, etc.).

On voit également déjà que les pays impérialistes occidentaux ont deux ennemis en vue, la Russie et la Chine, la première étant déjà en ligne de mire pour une déstabilisation approfondie. Dans tous les cas, c'est la guerre impérialiste qui s'annonce.

Ce qui va être décisif, c'est nécessairement la question des perspectives de croissance. Les pays qui décrochent vont être particulièrement agressifs. Cela sera particulièrement vrai pour un pays comme la France, une grande puissance avec des moyens très importants, mais une incapacité à maintenir son rang.

Tableau 1. ***Perspectives de l'économie mondiale*** **: aperçu des projections**
(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)

			Sur un an	
		Estimation	Projections	
	2019	2020	2021	2022
Production mondiale	**2,8**	**–3,5**	**5,5**	**4,2**
Pays avancés	**1,6**	**–4,9**	**4,3**	**3,1**
États-Unis	2,2	–3,4	5,1	2,5
Zone euro	1,3	–7,2	4,2	3,6
Allemagne	0,6	–5,4	3,5	3,1
France	1,5	–9,0	5,5	4,1
Italie	0,3	–9,2	3,0	3,6
Espagne	2,0	–11,1	5,9	4,7
Japon	0,3	–5,1	3,1	2,4
Royaume-Uni	1,4	–10,0	4,5	5,0
Canada	1,9	–5,5	3,6	4,1
Autres pays avancés 3/	1,8	–2,5	3,6	3,1
Pays émergents et pays en développement	**3,6**	**–2,4**	**6,3**	**5,0**
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,4	–1,1	8,3	5,9
Chine	6,0	2,3	8,1	5,6
Inde 4/	4,2	–8,0	11,5	6,8
ASEAN-5 5/	4,9	–3,7	5,2	6,0
Pays émergents et pays en développement d'Europe	2,2	–2,8	4,0	3,9
Russie	1,3	–3,6	3,0	3,9
Amérique latine et Caraïbes	0,2	–7,4	4,1	2,9
Brésil	1,4	–4,5	3,6	2,6
Mexique	–0,1	–8,5	4,3	2,5
Moyen-Orient et Asie centrale	1,4	–3,2	3,0	4,2
Arabie saoudite	0,3	–3,9	2,6	4,0
Afrique subsaharienne	3,2	–2,6	3,2	3,9
Nigéria	2,2	–3,2	1,5	2,5
Afrique du Sud	0,2	–7,5	2,8	1,4
Pour mémoire				
Pays en développement à faible revenu	5,3	–0,8	5,1	5,5
Croissance mondiale calculée sur la base des taux de change du marché	2,4	–3,8	5,1	3,8
Volume du commerce mondial (biens et services) 6/	**1,0**	**–9,6**	**8,1**	**6,3**
Pays avancés	1,4	–10,1	7,5	6,1
Pays émergents et pays en développement	0,3	–8,9	9,2	6,7
Cours des produits de base (en dollars)				
Pétrole 7/	–10,2	–32,7	21,2	–2,4
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des importations mondiales de produits de base)	0,8	6,7	12,8	–1,5
Prix à la consommation				
Pays avancés 8/	1,4	0,7	1,3	1,5
Pays émergents et pays en développement 9/	5,1	5,0	4,2	4,2

C'est bien entendu au niveau des restructurations que tout va se jouer. C'est le rythme et la réussite de la restructuration dans chaque pays qui jouera. Cela poussera ceux en échec à être plus agressifs, mais également ceux en réussite à profiter de leur avancée. Dans tous les cas, on rentre dans l'ère des conflits impérialistes. ■

La fermeture des remontées mécaniques des stations des ski en France, un marqueur de la seconde crise générale du capitalisme

Le tourisme « hivernal » fondé sur les loisirs du ski s'est développé à partir des années 1920-1930. Les congés payés ainsi que le développement de multiples voies ferrées dans les zones montagneuses ont favorisé le développement de ce tourisme. Auparavant utilisé comme un moyen rudimentaire de déplacement par la paysannerie, le ski s'est généralisé comme sport grâce à l'essor des forces productives des années 1960.

Le coup d'arrêt de mars 2020, ainsi que la perspective d'une « saison blanche » 2020-2021 viennent fermer tout un cycle social, économique, et culturel ouvert dans les montagnes françaises au sortir de la seconde guerre mondiale.

La massification du ski dans les années 1970

C'est au sortir de la seconde guerre mondiale que se pose la généralisation du secteur touristique. Il s'ensuit dès les années 1960 une vaste politique de développement de stations de ski, construites de manière *ad hoc* à moyenne et haute altitudes.

C'est le « plan neige » lancé par le gaullisme, s'étalant de 1964 à 1977, visant à contre-carrer la prolétarisation des couches paysannes, et donc l'exode rural. L'affaiblissement de l'économie paysanne, principalement des alpages, a été le résultat direct de la concentration de l'agriculture dans les mains de quelques gros capitalistes dominés par la grande distribution.

C'est la massification du tourisme hivernal liée à la bourgeoisie et aux couches supérieures de la petite-bourgeoisie. La démocratisation du ski est quant à elle plutôt liée au travail social-démocrate des municipalités dirigées par le P.C.F., avec l'organisation de séjours pour les foyers ouvriers dans le cadres de comités d'entreprises, notamment d'entreprises telles que la SNCF, EDF-GDF.

Massification bourgeoise et relative « démocratisation » peuvent se lire à partir de deux choses culturelles. C'est d'un côté le film populaire « Les bronzés font du ski », de l'autre sa mise en avant pour moderniser l'ancien style bourgeois-conservateur. Cela fait qu'il y a 5,6 millions de français pratiquant le ski alpin, dont plus de 50 % proviennent des villes de plus de 100 000 habitants.

Si le gaullisme a vu les stations de ski comme une manière d'acheter la paix sociale dans les territoires montagneux, l'aile libérale de la bourgeoisie en a fait une partie intégrante de son *life style.* Cet élan a commencé dans le cadre de la première crise générale, avec notamment la construction d'hôtels et de chalets de luxe à Megève par Noémie de Rothschild, avec la Société française des Hôtels de Montagne fondée en 1919.

On a ainsi les images diffusées à la télévision au milieu des années 1970 du président Valéry Giscard d'Estaing dévalant les pentes de plusieurs stations savoyardes, sans bonnet, avec un simple pull-over et des lunettes de soleil classiques.

Certaines parties des zones montagneuses françaises se sont donc en grande partie développeés sur la base du tourisme hivernal lié à la pratique du ski. Avec l'Autriche et les États-Unis, la France et ses 295 stations, dont 112 sont dans les deux Savoie, sont les trois principaux marchés touristiques du ski dans le monde, suivis ensuite par le Canada, la Suisse, l'Italie et la Slovénie.

Les années 1970-1980 ont été l'apogée de ce qui fut appelé, à raison, l'or blanc

Cet essor social et culturel se base évidemment sur toute une infrastructure logistique, allant de l'hôtellerie-restauration en passant par les commerces de location de ski, jusqu'aux écoles de ski alpin. Mais il y a aussi, toutes la production matérielle qui sous-tend cette activité : industrie du ski, des accessoires vestimentaires, des pylônes de remontées mécaniques, etc.

Les domaines skiables sont de plus en plus concentrés dans des monopoles, que ceux-ci soient de type familial ou de type économique classique.

On a donc soit la grande famille bourgeoise qui gère un domaine tout en s'accaparant et gérant l'ensemble des ressources d'un village sur le mode du notable rural, avec parfois une délégation de gestion à un groupe spécialisé en la matière comme Labellemontagne (onze stations gérées en France).

Soit un monopole tel que la gigantesque Compagnie des Alpes, qui a la Caisse des dépôts et consignations comme actionnaire principal.

Ce monopole gère en partie les fonds de la Compagnie du Mont-Blanc. Elle détient une dizaine de stations françaises comme Val-d'Isère, les Deux Alpes, Serre Chevalier, Flaine, le Grand Massif, Méribel, mais aussi des stations italiennes comme Courmayeur. Elle a également des parts dans La Rosière, Valmorel, Megève, Avoriaz, mais aussi dans les stations suisses de Verbier et Saas Fee. A cela s'ajoute la détention de plusieurs espaces de loisirs et culturels, comme le Futuroscope, le Musée Grévin ou le parc Astérix, des restaurants, plus de 200 magasins de sports.

Avec un bénéfice net de 47,7 millions d'euros (profits) enregistré en mai 2020, la Compagnie des Alpes a perdu un peu plus de 15 millions d'euros suite au premier confinement du printemps 2020 (62,2 Millions d'euros de bénéfices net en 2018-2019).

À la suite des premières annonces de non-ouverture des stations de ski en décembre, des tensions sont d'ailleurs apparues entre le monopole CDA et les stations de ski à gestion familliale-notabilière. Ces dernières ont fustigé la CDA pour soutenir une fermeture en décembre car ayant la trésorerie pour encaisser le coup.

L'hébergement est lui aussi tiré par trois principaux monopoles que sont le « Club Med » avec la possession de 11 villages, « Pierre & Vacances » et ses 6 200 appartements pour 32 500 lits, et « Odalys Vacances », gestionnaire de 128 000 lits et de 257 établissements en France (été/hiver).

Du côté du matériel, on a également un processus de concentration avec principalement deux monopoles que sont Rossignol et Salomon. Ces deux entreprises sont largement élancées dans les années 1950-1960 dans le sillage des « Plan-neige », raflant aujourd'hui respectivement 25 % et 15 % du marché du ski.

Du côté des infrastructures, le secteur est d'autant plus concentré qu'il demande des investissements colossaux en capital constant, pour un taux de rotation du capital assez lent.

On a ainsi pour les remontées mécaniques des monopoles directement lié à leur base nationale : Bartholet pour la Suisse, CCM et Leitner pour l'Italie, Poma et dans une moindre mesure GGM pour la France, Doppelmayr-Garaventa pour l'Autriche et Sky trac pour les États-Unis.

Au niveau des cabines des téléphériques, le secteur est encore plus concentré avec surtout trois entreprises, filiales des groupes précédents : CWA, filiale suisse de l'autrichien Doppelmayr, Gargloff, filiale de BMF, et Sigma Cabins, filiale de Poma.

Ces mastodontes entretiennent toute une activité sous-traitante, comme par exemple la demande en câbles électriques et d'acier, des filiales comme l'usine de Doppelmayr à Modane en Savoie, qui emploie une cinquantaine de personnes fixes, les usines Poma en Isère et en Savoie, etc.

Le tournant des années 1990

Les années 1990 ont été un moment charnière dans les sports d'hiver et l'industrie touristique.

Tout d'abord il y a eu l'essor du snowboard, et du ski freestyle, qui a du être absorbé-intégré par les secteurs capitalistes. L'essor du snowboard est en lien direct avec la critique du ski aseptisé par la bourgeoisie, avec son style « guindé ».

Il fallait pouvoir surfer la neige : c'est ce que propose Jake Burton dès 1979 et qui se généralise progressivement dans les années 1990. Les « snowboarders » ont été très mal vus au départ, avec l'image de punks des neiges, cultivant un entre-soi marginal, alternatif, puisant dans le vie de « saisonniers », souvent vivant en camions aménagés, etc.

Évidemment, les secteurs capitalistes sont parvenus, sans grande difficultés, à intégrer tout cela dans sa machinerie d'accumulation. Il a fallu investir dans de nouveaux moyens de production, former de nouveaux ingénieurs, etc.

Ce qui va apparaître comme un obstacle objectif, lié ici directement à la seconde crise générale, c'est bien évidemment le réchauffement climatique.

L'hiver 1963-1964 avait déjà rappelé la réalité à la bourgeoisie : l'économie du ski est conditionnée à un important aléa climatique. Mais ce sont les hivers « sans neige » de 1988-1989, 1992-1993 puis 2006-2007 qui vont faire basculer les mentalités.

Tout cela a engendré une baisse progressive des volumes de production à partir de la fin des années 1990. À cela s'est ajouté un tassement des marchés asiatiques, principalement celui du Japon, dans le cadre des crises économiques régionales de 1997-1998.

C'est le moment de la restructuration pour les équipementiers, exprimant en fait la baisse tendancielle du taux de profit dans le secteur. On est loin de l'artisan-menuisier, travaillant le

bois pour fabriquer des skis, avec des nouvelles technologies, des nouvelles matières, plus d'automation, etc.

Salomon a ainsi été racheté par le groupe finlandais Amer Sports en 1997 à la suite de sa vente par Adidas. En 2008, son dernier site de production de ski à Rumilly en Haute-Savoie est fermé.

Rossignol a quant lui été racheté en 2005 par le groupe américain Quicksilver, avec une série de suppressions d'emplois, avant d'être revendu à fonds australien Macquarie & Jarden courant 2008. En 2013, c'est le fonds norvégien Altor qui rachète finalement le groupe Rossignol.

Depuis les dernières années, ces équipementiers ont cherché à diversifier leur production dans le domaine des loisirs estivaux (trails, randonnées, vtt, etc.), mais cela ne va pas suffire à faire face à l'ampleur de la dégringolade liée à la crise sanitaire de 2020-2021.

Du côté des stations de ski, il y a eu investissement massif dans les canons à neige. Auparavant limités à telle ou telle grand domaine, et à tel piste exposé à l'adret (plein soleil), les canons à neige ont envahi toutes les stations de ski pendant les années 2000.

Cela modifie grandement le cycle d'écoulement des eaux, avec des conséquences négatives sur la faune et la flore. Des conflits ont également lieu quant à l'usage des cours d'eau pour les réserves de canons à neige, rendus explosifs avec les sécheresses de plus en plus régulière.

A ce titre, notons que l'ajout de Pseudomonas syringae pour fabriquer de la neige artificielle malgré des températures positives élevées, porté notamment par la marque Snomax, est interdit dans deux régions autrichiennes ainsi qu'en France. Elle est par contre autorisée en Suisse et aux Etats-Unis.

Le Pseudomonas syringae est une bactérie qui lorsque la neige artificielle fond, s'attaque et tue certains végétaux de l'intérieur. Les tensions produites par la seconde crise générale du capitalisme, sur fond de réchauffement climatique, pourrait rabattre les cartes de cette question.

Il y a également une course à l'extension des domaines, pour proposer des vastes étendues, avec des pentes douces à destination d'une clientèle peu sportive. Cela implique des travaux estivaux de terrassement délétères au plan écologique.

C'est le basculement des stations de ski dans la décadence complète, de plus en plus portée par une clientèle huppée cosmopolite, bien loin de l'effort sportif et très proche de l'esprit loisir-festif avec tout l'impact écologique occasionné.

Si la critique écologique a émergé dans le milieu des années 1970, elle était réduite à l'aspect romantique anthropocentré des « paysages » et de la disparition des milieux paysans. Cette dimension va s'effacer dans les années 1990-2000, avec une insistance plus forte sur un réchauffement climatique qui se découvre à vue d'œil.

Dans les Alpes, la température moyenne a augmenté de + 2°c, avec une baisse de l'enneigement en-dessous de 1600 mètres. Les stations de Pyrénées sont les plus directement touchées.

Le coup d'arrêt brutal de 2020
Les effets sociaux et culturels de la crise sanitaire

On assiste depuis le mois de novembre 2020 à une sorte de fuite en avant des dirigeants du secteur, qui se sont félicités du semi-confinement d'octobre dans l'espoir d'une ouverture pour la fin décembre afin d'attirer la clientèle française.

En décembre, des élus du Parti socialiste sont même allés jusqu'à signer une tribune corporatiste pour légitimer la ré-ouverture des remontées mécaniques. Cela témoigne du renforcement du fascisme, comme reflet du raidissement des monopoles.

Dans une lettre ouverte au premier ministre Jean Castex, Henri Giscard d'Estaing, fils de l'ancien Président décédé du covid-19, et président du Club Med demandait la ré-ouverture pour février. Il constatait que qu'avec plus de *« 50 % du PIB de la Savoie, et un peu moins en Haute-Savoie [...] plus de 100 000 emplois saisonniers pourraient disparaître ».*

Guy Bloch, tout à la fois maire de la station des Plagnes en Savoie, président de l'Association nationale des maires de stations de montagne (ANMSM) et du « syndicat » France montagne, annonce la disparition de dizaines de milliers de commerces, tout en ajoutant dans un article du Figaro :

> « Si nous ne sommes pas ouverts pour le 6 février ça va être dramatique car les aides seront insuffisantes pour permettre la survie de l'écosystème.
>
> Ce qui est gagné en hiver est réinvesti le reste de l'année sur tout le territoire donc si le modèle économique disparaît ce sont des dizaines de milliers d'emplois qui seront supprimés et des dizaines de milliers de familles qui quitteront la montagne pour partir en milieu urbain »

Il y a bien là tout un cycle entamé à partir des années 1950, et maintenu coûte que coûte en vie depuis les années 1990. La seconde crise générale du capitalisme marque ainsi une gigantesque rupture, avec bien évidemment un inégale répartition. Ce sont les stations dite de seconde et troisième générations qui sont le plus touchées.

Alors que les premières stations sont celles de basse altitude développées autour d'un village pré-existant (Chamonix, Megève, Grand Bornand, etc.), les stations de seconde génération ont été créées au-delà du village d'origine. L'ensemble de l'espace foncier et commercial du village a été consommé pour les « besoins » du tourisme hivernal, comme Courchevel ou l'Alpe d'Huez.

Quant à la station de troisième génération, elle correspond plus directement au « Plan-neige » des années 1960-1970 : construite à plus haute altitude, elle a comme particularité d'être « intégrée » avec parkings, buildings de plusieurs étages et routes permettant d'accéder aux pistes « ski en main ». C'est le cas de Flaine et d'Avoriaz en Haute-Savoie, Tignes et Isola 2000 en Savoie.

Alors que les stations de moyenne altitude (première et seconde génération) enregistrent un recul de 35 % à 60 % de leur réservation, les grands domaines de type troisième génération ont connu un recul de près de 90 % de leur activité normale. Le village-station a pu limiter la casse en proposant d'autres activités.

Par exemple, à Val Thorens, le mois de décembre n'a enregistré que 2 000 touristes contre 25 000 d'ordinaires. De manière générale, la perte moyenne des stations de ski toutes confondues était estimé mi-janvier à 70 %.

L'apparition des variants britanniques, sud-africain et brésilien à la fin décembre 2020, notamment dans la station de ski suisse de Saint Moritz, a clôt toute perspective d'ouverture pour les vacances de février des stations françaises.

A l'inverse, les stations de ski en Autriche et en Suisse sont restées ouvertes, alors que celles en Italie sont également fermées. Ces inégalités provoquent forcément un aiguisement de la concurrence.

La saison blanche va donc être une véritable onde de choc, avec notamment le bouleversement en profondeur du mode de vie saisonnier. Un mode de vie qui, s'il cherche à s'échapper de manière justifiée de la monotonie prolétaire, est culturellement au service du capitalisme. A ce titre, il va bien leur falloir chercher une solution puisque la réforme de l'assurance-chômage prévue au printemps 2020 n'a fait qu'être repoussé du fait de la crise sanitaire.

Cette impossibilité d'avoir une activité a entraîné toute une contestation portée par une alliance de notables bourgeois des stations, de petits commerçants et d'une partie des travailleurs saisonniers. A l'inverse, une partie de la population montagnarde a vu dans cet arrêt un moment de répit pour les animaux sauvages.

C'est l'expression ici d'une opposition de classe, déjà présente mais que les effets de la crise sanitaire rendent de plus en plus antagoniste, ouvrant un nœud de contradictions révolutionnaires.

Une fuite en avant sous la domination unilatérale des monopoles

Forcées de fermer de manière prématurée en mars 2020, les stations de ski ont enregistré une perte d'environ 1,5 milliards d'euros. L'Agence Savoie Mont-Blanc annonce une perte de 5,8 milliards d'euros si la fermeture des stations est maintenue jusqu'à fin mars, et de plus de 4 milliards dans tous les cas.

Or, plus d'un tiers, voire plus, du PIB de ces départements provient des recettes touristiques. C'est un gigantesque crash. Le directeur générale du Tourisme en Savoie parle d'« une situation de crise totalement inédite » ; celui des Hautes-Alpes affirme que c'est « tout le territoire montagnard qui est mis en péril, par effet domino ».

Les prémices de la future secousse sont déjà là. Pour n'en citer que quelques exemples, l'autrichien Doppelmayr a annoncé le licenciement de 190 salariés.

L'entreprise de ski Rossignol a supprimé 92 postes dès la rentrée 2020, soit avant la saison blanche 2020-2021 et alors que près de 45 % des ventes de ski en France sont pris par les magasins de location en station. Dans la station des Carroz, seulement 80 saisonniers travaillent sur 450 embauchés (800 en temps normal).

Les secteurs les plus touchés vont être l'hôtellerie-restauration, les commerçants de location de matériel, puis les équipementiers de ski comme Rossignol et Salomon, entraînant une véritable effet en cascade sur les clients et fournisseurs qui leur sont liés. Avec 1,4 millions de lits à disposition, les pertes dans le secteur de l'hôtellerie vont être dantesques.

Pour les gestionnaires des remontées mécaniques elles-mêmes, le coût est d'autant plus rude que les charges fixes (loyers, entretien mécanique, damage, sécurisation des couloirs, etc.) sont très élevées. Des charges qui ont continué à être payé comme si la saison allait repartir.

Il y a eu une masse d'argent déboursée pour finalement zéro recettes, car le damage des pistes a continué, et les canons à neige ont continué de tourner. Rien que le damage d'un domaine d'une centaine de kilomètres de pistes coûte 15 à 20 000 euros par nuit.

Le remboursement des aides va être explosif, en plus du gonflement d'une dette faramineuse. La Compagnie des Alpes a contracté par exemple deux PGE (prêt garanti par l'État) avoisinant les 500 millions d'euros, alors même que ses bénéfices net en mai 2020 étaient de 47,7 million d'euros. Il y a un décalage énorme.

A noter d'ailleurs que Dominique Marcel, le Président-directeur général de la Compagnie des Alpes, a pris la présidence de l'Alliance France Tourisme, auparavant occupée par le directeur général du groupe hôtelier Accor.

Enfin dans une moindre mesure les producteurs des infrastructures vont aussi être touchées. Ce dernier secteur est intéressant à analyser, tant il exprime le renforcement des monopoles dans l'appareil d'État.

En effet, avec l'explosion des dettes publiques et privées, les monopoles des remontées mécaniques et des cabines vont également connaître un coup d'arrêt, avec des investissement en berne.

Alors que les monopoles du secteur cherchaient à ré-orienter progressivement leur activité vers le transport par câbles urbain du fait du réchauffement climatique, le coup d'arrêt brutal de 2020 met fin à cette transition « pacifique ». Si l'on regarde seulement ces entreprises, on constate en effet une course à la conquête de marchés extérieures des transports par câbles urbain.

Cela accentue les rivalités inter-impérialistes, comme le montre par exemple le décrochage par Poma de la construction du téléphérique à Oulan-Bator en Mongolie. L'État français a accordé un prêt à la Mongolie, conditionné à l'obtention par Poma de la construction d'un

téléphérique à Oulan-Bator. C'est là une preuve de prise de contrôle de l'État par la fraction monopolistique du capital français.

Dans le même temps, au niveau des stations de ski elles-mêmes, il est déjà annoncé un partenariat entre la Banque des territoires (propriété de la Caisse des Dépôts) et le Crédit Agricole des Savoie pour développer, pour l'instant seulement à Aime-La Plagne et La Clusaz des projets, tels que des ascenseurs valléen (transport par câbles), de l' « immobilier raisonnable », etc. Le prix de l'immobilier a dégringolé en quelques semaines, révélant la surproduction de marchandises.

L'impact de la seconde crise générale du capitalisme sur les stations de ski forme une onde de choc historique pour ces régions. C'est toute la dynamique qui est grippée, avec également une baisse des recettes fiscales pour les communes, les départements, bloquant les investissements publics.

À cela s'ajoutent des professions en dehors des aides de l'État, comme les cabinets de médecins, faisant courir le risque de déserts médicaux déjà prégnant dans ces zones.

Il est évident que les habitantes et les habitants des zones montagneuses voient s'ouvrir une nouvelle période historique, avec en toile de fond la problématique écologique qui se heurte à la bourgeoisie cosmopolite, principale clientèle tirant les stations de ski.

Il y a là une situation explosive pour les prochaines années, d'autant plus forte que ces départements ont été habitués à une richesse touristique débordante, impliquant la formation de subjectivités en rupture avec tout cela. ■

CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

La tendance à la guerre sera-t-elle le terrain de la restructuration dans la seconde phase de la seconde crise générale du capitalisme ?

La première étape de la crise générale est passée : les États sont intervenus dans l'économie et ont injecté des quantités colossales d'argent : **10 000 milliards de dollars**. C'est une somme énorme, alors que l'endettement était déjà une tendance étatique : la même somme avait été injectée entre 2012 et 2019. La dette mondiale des États s'élève désormais à 77 **800 milliards de dollars**, soit 94 % du PIB mondial.

Rappelons ici que les ménages ont également, dans les pays impérialistes, une année de PIB de dettes, et qu'il en va de même pour les entreprises.

Or, cette injection d'argent va avoir un coût, qui va nécessairement être porté par les masses populaires, et d'une double manière.

En effet, l'injection d'argent a servi à « combler » le manque d'activités. Donc, le capitalisme est censé avoir, sur le papier, continué comme avant, d'une part, et d'autre part prolonger le tir. Or, comme tout a changé, une reprise « normale » n'est pas possible et l'accumulation a été, qui plus est, artificielle.

Les capitalistes vont chercher à forcer, naturellement, et ce seront les masses populaires qui devront porter ce fardeau.

L'autre aspect est la question des sommes empruntées par les États pour injecter dans l'économie de quoi tenir. Il faudra rembourser ces sommes, avec intérêt, puisque les États étaient déjà endettés et ne disposaient pas de sommes propres.

La dette publique française, c'est 870,6 milliards d'euros en 2000, 1608 dix ans plus tard, 2638 vingt ans plus tard ; la Belgique est elle à 500 milliards d'euros de dette, soit 115 % du PIB.

Cela implique un poids fiscal toujours plus grand afin de renflouer les caisses étatiques.

La restructuration : économique ou sociale, économique et sociale ?

Il existe plusieurs secteurs de la bourgeoisie qui disent qu'il faut geler la dette, laisser l'économie repartir et digérer la dette avec la reprise, tablant sur une croissance sur le long terme. Cela signifierait que l'État maintient son haut niveau d'engagement social et que la restructuration serait surtout dans le cadre des entreprises.

Pour d'autres secteurs, il faut casser les services sociaux afin de purger la dette de l'État. Il faut libéraliser en masse et laisser le capitalisme d'ailleurs se réorganiser de lui-même, sans forcer les choses.

Ces deux points de vue sont cependant insuffisant du point de vue du matérialisme historique. Le capitalisme aujourd'hui, c'est en effet désormais le **24 heures sur 24 du capitalisme**, avec une production et une consommation présente tout au long de la vie quotidienne.

Quelqu'un qui publie du contenu personnel sur Facebook contribue à faire vivre cette entreprise sur le plan économique, au moyen des revenus,

tout comme quelqu'un qui achète quelque chose sur Amazon fait vivre cette entreprise. Il en va de même bien sûr quand on achète quelque chose chez un commerçant, mais le système est désormais bien plus rôdé, plus rapide, tout circule plus vite. Si l'on regarde bien, un nombre très important d'actes du quotidien exige des achats de marchandises et l'intégration aussi aisée du smartphone dans la société tient beaucoup à cela.

Il ne faudrait donc pas croire que la restructuration sera seulement économique ou sociale, économique et sociale. Elle concerne le mode de production en lui-même, dans son ensemble. De la même manière que la pandémie est le produit d'un capitalisme déséquilibrant le rapport villes-campagnes, la restructuration va toucher tous les domaines de la vie.

Les outils pour délimiter le terrain de la restructuration

Pour comprendre le terrain de la restructuration, il faut saisir le mouvement du capital dans son accumulation. En cernant les aspects de ce mouvement, on aura les outils adéquats pour saisir comment le capital va forcer son accumulation.

Le mode de production capitaliste consiste en une production de marchandises, donc en du capital investi dans la production, avec un capital plus grand à la sortie de par l'exploitation des travailleurs et la vente des marchandises.

Il faut donc que les capitalistes soient capables d'accumuler du capital, de l'investir, de disposer d'un appareil productif, de disposer de travailleurs, de disposer d'un circuit de distribution, de voir leurs marchandises vendues.

Tous ces éléments peuvent connaître une restructuration. Par exemple, afin d'accumuler plus simplement du capital, les capitalistes peuvent faire tomber des barrières. S'ils voient par exemple que l'État interdit le cannabis, mais qu'il y a un moyen d'accumuler du capital pour investir en ce domaine, ils peuvent chercher à faire tomber l'interdiction. Ils peuvent également, dans un autre registre, faire tomber différentes lois empêchant tel et tel capital de s'allier, comme par exemple en permettant aux gens d'investir plus aisément dans des entreprises.

Afin de disposer d'un appareil productif adéquat, ils peuvent faire en sorte d'avoir des aides de l'État, des commandes de l'État, ou bien pousser l'État à mettre en place le protectionnisme. C'est également une restructuration, car cela renforce la place des capitalistes.

Il y a bien entendu le fait d'abaisser les salaires, que ce soit directement ou bien en passant par l'inflation, ce dernier aspect étant rendu difficile de par l'existence de l'euro, avec différentes économies imbriquées.

Il y a le fait de renforcer le circuit de distributions, comme Amazon et les livreurs de plats des restaurants sont de bons exemples. Il y a le fait de multiplier les marchés, par exemple en renforçant la dimension communautaire afin de multiplier les

types de consommation, de pousser à la consommation justement en raison d'une « mode » se définissant selon des critères identitaires.

Bref, le capitalisme est plein de ressources, mais là n'est au sens strict pas la vraie question de la restructuration au sens strict.

La question de la nature particulière de la restructuration dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme

Pour comprendre ce qu'est la restructuration, il faut bien saisir que c'est une réorganisation des rapports entre bourgeoisie et prolétariat, dans le sens d'un renforcement de l'exploitation. Il va de soi que la restructuration, dans les faits, va se dérouler aux différents moments du processus de production et de consommation capitalistes. Cependant, tout ce qui a été défini jusque-là ne consiste en strictement rien d'original : les capitalistes ont toujours voulu faire en sorte que les salaires soient plus bas, que l'État fournisse des aides, que les marchés soient plus étendus, etc.

Or, on parle de la seconde crise générale du capitalisme et il faut bien que la restructuration soit quelque chose qui soit en phase avec celle-ci. Cela ne saurait être une restructuration simplement plus poussée, quantitativement plus forte. Il faut que sur le plan qualitatif, on voit une différence.

Il faut bien comprendre qu'on parle d'une question extrêmement difficile. Lors de la première crise générale du capitalisme, il y a eu d'énormes difficultés pour aboutir à une réponse correcte. Il y a ici un enseignement qu'il faut connaître, afin d'avoir une approche correcte. Ce qui est en jeu, c'est une lecture adéquate du profil même de la restructuration.

Ce question du profil est absolument essentiel.

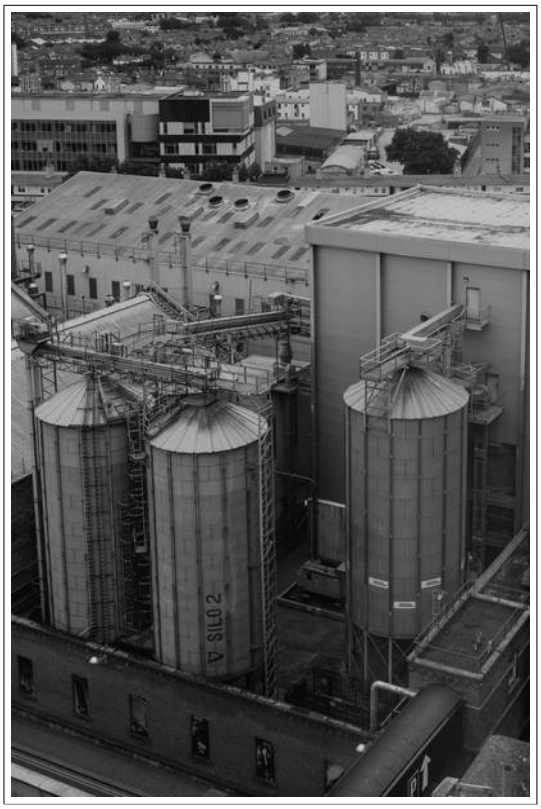
La restructuration dans le cadre de la première crise générale du capitalisme

Lorsque s'est produit la révolution russe d'Octobre 1917, alors que la guerre impérialiste avait épuisé la plupart des pays capitalistes, Lénine et les bolcheviks ont parlé de première crise générale du capitalisme. Ils considéraient que le capitalisme s'effondrerait à court terme et ils ont fondé l'Internationale Communiste afin d'organiser la vague révolutionnaire.

Puis, voyant que le processus connaissait un tempo non linéaire, ils ont constaté qu'il y avait une stabilisation relative, accompagnée de soubresauts, puis d'une reprise de la vague révolutionnaire, puis d'une période de stabilisation relative, etc. Les analystes se cassaient la tête pour évaluer la situation et l'Internationale Communiste décidait ensuite des orientations à prendre dans chaque pays, selon les estimations de la situation générale et particulière.

Très vite toutefois, c'est le thème de la guerre impérialiste qui a pris le dessus sur la question de la restructuration. La France, la Grande-Bretagne, mais surtout l'Italie et l'Allemagne ont procédé à une restructuration allant dans le sens de la guerre

impérialiste. Il est bien connu que l'Allemagne nazie a réorganisé profondément le pays en appuyant un capitalisme monopoliste, permettant un assainissement relatif mais au moyen d'une tendance à la guerre. La restructuration a donc fonctionné, paralysant les masses, au prix d'une guerre que les masses ont vu arriver trop tard. Le drame allemand est qu'en plus les terribles réussites allemandes du début de la guerre ont encore plus galvanisé dans le sens du nazisme.



La restructuration passe-t-elle par la guerre impérialiste ?

La question se pose alors de la manière suivante : la restructuration dans le sens de la guerre impérialiste est-elle inévitable ? Ne doit-on pas même considérer que la restructuration implique, dans sa définition même, la tendance à la guerre impérialiste ?

Il est très important de saisir cela, car l'axe principal n'est pas le même. Dans le premier cas, il y a avant tout une restructuration capitaliste et, à côté, un renforcement de la compétition capitaliste. Dans ce cadre, les États sont appelés à la rescousse puis directement utilisés. La guerre apparaît alors comme une possibilité à côté de la restructuration, comme réalisation de la restructuration si celle-ci ne parvient pas à atteindre un résultat suffisant.

Dans le second cas, la restructuration n'est qu'un accompagnement d'une marche à la guerre qui est immanente au capitalisme. Il y a une restructuration, car c'est inévitable de par la crise. Mais il y a surtout une bataille pour le repartage du monde, parce que la situation ne peut nullement rester la même, qu'il faut trouver un moyen d'accumuler et que cela ne peut, de toutes façons, qu'être fait aux dépens des autres.

L'aspect principal consiste-t-il en la restructuration ou en la bataille pour le repartage du monde ?

Il n'est nullement question de séparer abstraitement la restructuration de la guerre impérialiste. Après 1918, les socialistes ont fait l'erreur de penser que la guerre était évitable et que la restructuration devait être à la fois combattue et travaillée de l'intérieur, comme si le capitalisme allait miraculeusement se transformer en socialisme. Une autre erreur a été celle des courants gauchistes réfutant de lutter contre la restructuration, en disant que de toutes façons la révolution était immédiatement à l'ordre du jour.

La véritable approche ne peut être qu'en la compréhension dialectique entre la restructuration et la guerre impérialiste. Et la contradiction entre les deux pôles que sont restructuration et guerre impérialiste, c'est la politique. Or, pour la bourgeoisie, la politique, c'est l'État. Le véritable lieu de la restructuration, c'est l'État.

L'État comme terrain véritable de la restructuration

La bourgeoisie est la classe dominante ; dans les luttes de classes, le rapport de force est condensé sous la forme de l'État bourgeois. Cela signifie que le premier terrain de la restructuration, c'est l'État. La bourgeoisie va chercher à redéfinir ses rapports aux masses populaires, en restructurant tous ses rapports avec elle, depuis les impôts jusqu'à la police, en passant par les syndicats.

La bourgeoisie va chercher à former, à tous les niveaux, un pacte corporatiste afin de soumettre les masses populaires au préalable divisées.

Inversement, la classe ouvrière est la classe opprimée. De ce fait, c'est par la recomposition de la classe que se condense, de manière inversée à la bourgeoisie, le rapport de force devant aboutir à l'État socialiste. Cette recomposition a comme substance l'autonomie prolétarienne, le refus de tout ce qui sert le pacte corporatiste que la bourgeoisie veut mettre en place.

Mais ce n'est pas tout : l'appareil d'État connaît également de profondes modifications.

L'appareil d'État et sa modification dans la tendance à la guerre

Ce qui se passe, dialectiquement, c'est que certains secteurs capitalistes profitent avant tout de la restructuration, tandis que d'autres profitent avant tout de la tendance à la guerre, parce qu'ils ont déjà atteint un niveau monopoliste tellement parasitaire que la restructuration devient secondaire pour eux. Or, ce sont les secteurs monopolistes qui tendent à l'emporter, et avec eux la tendance à la guerre.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de restructuration en général. Mais les monopoles partent à la conquête de l'État, ils en prennent le contrôle, avec comme but un capitalisme monopoliste d'État comme force de frappe impérialiste, capable de mobiliser pour la guerre.

Cela implique que l'appareil d'État va changer de forme et de personnel, afin de se plier toujours plus entièrement aux exigences des monopoles. C'est un aspect essentiel, car cela veut dire que la fascisation accompagne la restructuration de l'État en général.

C'est là quelque chose de très compliqué, car comme on le sait les réformistes servent la restructuration, mais la restructuration est parallèle à la fascisation. Les réformistes sont pourtant opposés au fascisme, mais ils désarment l'antifascisme en participant à la restructuration.

Il y a ici quelque chose de particulièrement difficile à appréhender dans les faits et l'Internationale Communiste a eu de grandes difficultés à cerner le double caractère des réformistes.

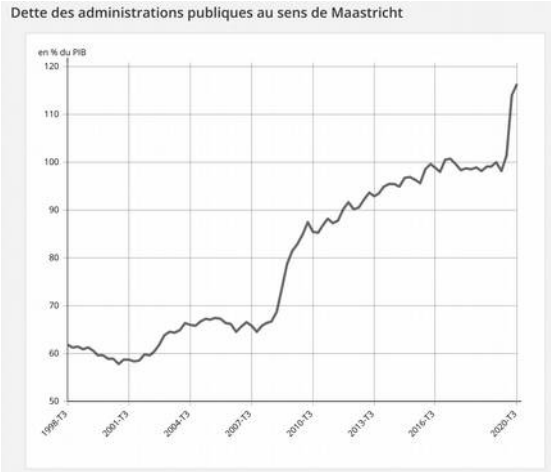
Il faut ainsi distinguer entre la restructuration de l'État en général et son appropriation par les monopoles. Et cela implique de rejeter la thèse révisionniste qui, depuis les années 1960, prétend que l'État relèverait déjà d'un « capitalisme monopoliste d'État » post-impérialiste. ■

La dette publique comme talon d'Achille de l'impérialisme français

Pour faire face à la crise sanitaire et la suspension de l'économie en mars 2020, la bourgeoisie a mobilisé les États et les organismes étatiques pour prendre directement en charge financièrement des pans entiers du capitalisme. Partout dans le monde, des entreprises ont été placées sous respiration artificielle avec de l'argent public, et cela n'est pas fini en janvier 2021. En France, l'État a dépensé des milliards d'euros, ainsi que garantie des milliards d'euros des prêts pour les entreprises.

Le problème bien entendu, c'est que l'État français n'a pas cet argent. Il a dépensé de l'argent qu'il n'a pas et s'est donc endetté, alors qu'il était déjà extrêmement endetté. Il est considéré officiellement que la dette publique en 2020 équivaut à près de 120 % du PIB. La prévision de l'Insee est qu'elle sera de 122,4 % du PIB en 2021.

Le premier président de la Cour des comptes Pierre Moscovici a expliqué en janvier 2021 que cette dette publique française resterait supérieure à 100% du PIB pendant au moins dix ans.



Cela signifie donc que, selon les critères économiques bourgeois, la France a plus de dette que ce qu'elle produit comme richesse et que cela doit durer. Cette dette publique française est de 2 674,3 milliards d'euros.

Un cap a été franchi dans la dette avec la crise du Covid-19, mais la tendance était déjà-là depuis des années, en raison de la seconde crise générale du capitalisme. À la fin des années 1970, la dette publique française représentait moins de 10 % du PIB, au début des années 2000, elle était encore inférieure à 50 % du PIB. En 2007, la dette avait atteint prêt de 65 % du PIB et le Premier ministre de l'époque François Fillon disait :

« Je suis à la tête d'un État qui est en faillite sur le plan financier… »

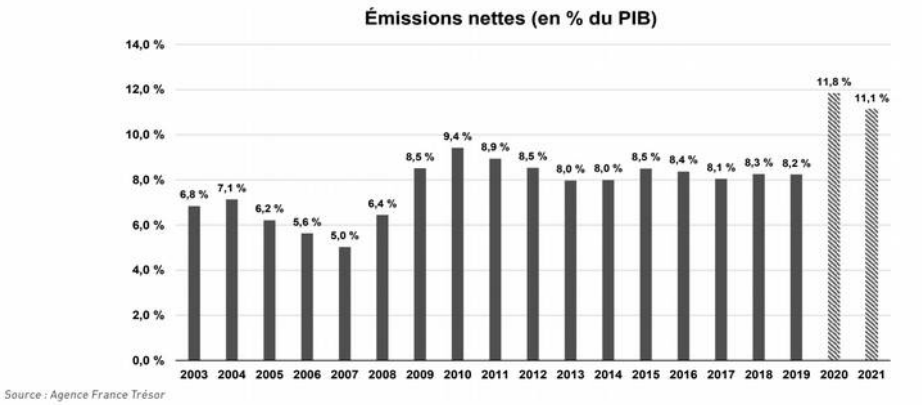
La tendance n'a pas changé et en 2019, juste avant la crise du Covid-19, la dette publique était quasiment équivalente à 100 % du PIB, soit 98,1%.

Pour assurer son train de vie en 2020, la France a donc emprunté un milliard d'euros… par jour. L'Agence France Trésor qui est chargée d'émettre cette dette sur les marchés financiers a ainsi « levé » plus de 350 milliards d'euros. C'est bien entendu un record.

En comparaison, les recettes fiscales de l'État en 2020 sont de 250 milliards d'euros. Autrement dit, l'État a dépensé beaucoup plus d'argent que ce qu'il a récolté en propre.

Pour assurer ce surplus de dépense, il y a simplement une quarantaine d'agents au sein de l'Agence France Trésor dont le travail est d'émettre régulièrement des obligations sur les marchés financiers. Cela s'appelle des OAT, des Obligations assimilables du Trésor français, ou des BTF, Bons du trésor français.

C'est en quelque sorte une reconnaissance de dette. La France demande de l'argent (à des investisseurs, souvent des fonds de pensions qui gèrent de gros portefeuilles financiers), et en échange elle promet de rembourser cet argent à une certaine échéance. Cela peut être dans quelques semaines pour les BTF, ou dans 1 an, 10 ans, 25 ans, etc., pour les OAT.



Ce mécanisme fonctionne très bien, et est même considéré comme rentable. Par exemple, pour les obligations à 10 ans, qui est une échéance très courante pour ce type de dette, la France a emprunté en moyenne à un taux… négatif, de - 0,35 %.

En effet, quand l'Agence France Trésor émet des OAT et des BTF, les acheteurs se bousculent au portillon. C'est là une expression de la surproduction de capital, comme il a été expliqué de manière détaillée dans le numéro 5 de Crise daté d'août 2020. Il y a des masses immenses de capitaux qui doivent être placés en permanence pour se garantir.

Les gestionnaires de capitaux, plutôt que de posséder simplement telle ou telle somme d'argent dormant sur des comptes bancaires, préfèrent posséder des créances, donc par exemple les OAT ou des BTF, c'est-à-dire de la dette de l'État français. Plutôt que d'avoir tant d'euros de capital, il est ainsi possédé tant d'euros de dette publique française, car c'est considéré comme un bon placement assurant une fiabilité au capital.

Ce système est valable bien entendu pour tous les États, particulièrement ceux des économies capitalistes avancées, mais également pour les grandes entreprises qui fonctionnent elles aussi avec de la dette.

Le problème de tout cela est que c'est très risqué pour les États, car c'est incontrôlable. La quarantaine d'agents de l'Agence France Trésor qui assurent plus de la moitié du train de vie de l'État français sont à la merci des marchés financiers et de possibles emballements, car ils n'ont absolument aucun contrôle sur la valeur des OAT et des BTF qu'ils émettent.

C'est le principe de la bourse. Il y a des acheteurs et il y a des vendeurs, il y a de la concurrence, il y a des risques qui sont évalués, ainsi que tout un tas de critères complexes et interdépendants qui fond qu'au final, un prix est réalisé lors de l'achat.

Ainsi, les OAT et les BTF de l'Agence France Trésor ne sont que des produits financiers parmi des milliers d'autres sur le marché. Si, actuellement, la France émet facilement de la dette, et même à un taux négatif, c'est parce que sur ce marché les acheteurs considèrent que c'est intéressant. Mais cela bien entendu peut basculer du jour au lendemain, sans que personne n'y puisse quoi que ce soit.

Il y a deux grands critères qui déterminent ce « prix » de la dette publique française, sa facilité à être émise sur les marchés financiers.

Le premier, c'est la confiance qu'ont les investisseurs dans l'État français. Tant que ceux-ci considèrent que la France est fiable, que ses capacités financières sont solides, alors ils ont « confiance ». Cette solidité est surtout mesurée par les agences de notation, dont le rôle est d'évaluer les États ou les entreprises. Ce sont des agences privées, dont le but est de fournir à leurs clients des conseils pour les placements ; leurs notes sont subjectives, elles ne répondent à aucun critère objectif officiel.

Si les agences de notations considèrent que le fait de posséder de la dette publique française n'engendre aucun risque, alors elles donnent une bonne note. Inversement, si elles doutent de la solidité de l'État français, alors la note est réévaluée à la baisse. Bien entendu, cette note a elle-même un impact, puisque les investisseurs se basent dessus.

Avec une bonne note, le « prix » de la dette pour la France est donc faible. Mais cela est très précaire et il suffit que cette note baisse pour produire un emballement. C'est ce qui s'est produit en 2008 pour la France quand sa note a été dégradée par plusieurs agences, et cela a véritablement fait paniquer l'État français, alors que la dette était bien plus faible qu'en 2021.

Le second grand critère déterminant ce « prix » de la dette publique française, qui est lié directement au premier critère, est la valeur de cette dette sur le marché de l'occasion, le marché dit secondaire.

Il faut s'imaginer ici que l'Agence France Trésor est comme un concessionnaire automobile où l'on achète une voiture neuve. C'est le marché primaire. Il existe ensuite un marché de l'occasion, très important dans le monde de la finance, bien plus important que le marché primaire, où les produits financiers sont échangés en permanence.

Ainsi, pour acheter de la dette française, des OAT, on peut le faire directement en « neuf » sur le marché primaire auprès de l'Agence France Trésor, ou bien en « occasion » sur le marché secondaire.

Cela est valable dans les deux sens : quand on achète de la dette publique française « neuve », il est très important de pouvoir la revendre facilement sur le marché secondaire. Cela détermine donc directement le « prix » de ces OAT sur le marché primaire.

C'est là un aspect très important, et c'est une des raisons permettant de comprendre la grande vulnérabilité de l'État français comme maillon faible parmi les puissances impérialistes importantes.

Ce qui se passe actuellement est que le marché secondaire, ce marché de l'occasion des produits financiers, est littéralement dopé par la Banque centrale européenne (BCE). Nous renvoyons ici une nouvelle fois le lecteur au numéro 5 de Crise du mois d'août 2020 où le fonctionnement de la BCE a été présenté en détail.

La Banque centrale européenne, par différents mécanismes, « achète » directement de la dette publique sur le marché secondaire. Elle le fait massivement. Mais comme nous l'expliquions au mois d'août, il faut mettre ici le mot « achète » entre guillemets, car la BCE n'achète pas vraiment. Plutôt, elle crée artificiellement de la monnaie pour récupérer ces obligations, ces morceaux de dette publique.

C'est en quelque sorte une triche, et c'est là une chose très risquée. En faisant cela, la BCE injecte des milliards d'euros dans l'économie qui ne correspondent à aucune valeur réelle. Cela fonctionne à court terme, car c'est noyé dans la masse immense de la monnaie en circulation, mais cela ce n'est pas durable et présente en tous cas un risque énorme.

Lors de sa conférence de presse du 21 janvier 2021, la présidente de la BCE Christine Lagarde a expliqué qu'elle allait continuer à mener cette politique de dopage, en raison du « risque sérieux » qui pèse sur l'économie. Il y a en tout, 1850 milliards d'euros prévus à « dépenser » d'ici à mars 2022 pour « acheter » des obligations, parmi lesquelles ces morceaux de dette française. Il y a en plus de cela d'autres mécanismes similaires existants au préalable.

Ce qu'il faut bien comprendre ici, c'est que la France est extrêmement dépendante de cette politique de la BCE et ce n'est pas pour rien sa présidente est une Française, ayant été ministre de l'Économie de la France de 2007 à 2011.

S'il n'y avait pas la BCE pour racheter en masse des OAT sur le marché secondaire, celles-ci seraient bien plus difficiles à émettre pour l'Agence France trésor. Cela fait que la France est totalement dépendante de la politique de dopage artificielle de l'économie par la BCE.

Il suffirait que cette politique s'arrête, ou ralentisse, ou soit grippée pour une raison ou une autre, pour que l'État français se retrouve dans une situation très compliquée au regard de sa dette.

Il se joue donc ici quelque chose de très important non pas simplement en raison de critères économiques, financiers, mais également en raison de la concurrence inter-impérialiste.

La France, avec l'Italie et l'Espagne, qui sont deux puissances importantes mais légèrement inférieurs à la France, sont les trois maillons faibles de l'Union européenne en raison justement de leur vulnérabilité due à leurs dettes publiques. Celle de l'Espagne est estimée à 120 % du PIB et celle de l'Italie à 160 % du PIB.

Au contraire, l'Allemagne (et avec elle différentes puissances satellites) est dans une position de force, car sa dette publique est bien plus faible et considérée comme maîtrisée. La projection est de 75 % du PIB pour 2021, avec une situation financière générale considérée comme bien plus solide.

L'Allemagne n'est pas dépendante, ou en tous cas moins que la France, de la politique de dopage par la BCE. Elle est bien moins exposée aux risques d'emballement des marchés financier, car la confiance « naturelle » dans sa capacité financière est solide.

Au contraire, la France, tout comme l'Espagne et l'Italie, est exposée à un risque énorme et se retrouve politiquement en position de faiblesse en raison de cette dépendance à la politique de la BCE. Et pas simplement face à l'Allemagne.

Tout cela sans compter bien sûr le risque endogène au mécanisme des marchés financiers eux-mêmes, qui rend la France, tout comme l'Espagne et l'Italie, vulnérable en cas de crise monétaire majeure. Cette crise monétaire est quelque chose de tout à fait probable et attendue dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme, en raison notamment des masses immenses d'argents fictifs injecté dans les l'économie par les différentes banques centrales du monde, dont la BCE.

La dette publique de l'État français est ainsi une expression majeure de la faiblesse de l'impérialisme française dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme. ■

Le Pôle de Renaissance Communiste en France, une structure nationaliste tentant de fausser le concept de crise générale du capitalisme

> « Un quart des Français ne peuvent pas faire trois repas par jour »

Tel est le genre d'affirmations fantasmagoriques qu'on trouve de manière régulière à l'ultra-gauche. Il s'agit en l'occurrence ici du Pôle de Renaissance Communiste en France, qui représente la « gauche » du Parti « Communiste » Français. On reconnaît le misérabilisme qui sert à masquer qu'on vit en réalité dans un pays capitaliste avancé, où les larges masses sont corrompues par la société de consommation capitaliste.

En prétendant que les masses françaises sont « pauvres », on masque le caractère impérialiste de la France. De là à expliquer que la France serait un pays opprimé, il n'y a qu'un pas, et le Pôle de Renaissance Communiste en France l'a franchi. Il affirme, comme Jean-Luc Mélenchon, que la France serait un pays victime de l'Allemagne, qu'une oligarchie internationale en aurait pris le contrôle. Il faudrait donc lever le drapeau bleu blanc rouge de la libération nationale.

Mais le Pôle de Renaissance Communiste en France est plus dangereux encore que Jean-Luc Mélenchon, car si ce dernier se revendique populiste, le Pôle de Renaissance Communiste en France se prétend « communiste ». Il apport par conséquent une très grande confusion, en particulier parce qu'il parle parfois de crise générale du capitalisme.

Pour démasquer cela, il suffit de regarder les propos tenus par Georges Gastaud le 13 janvier 2021 dans une interview pour le site initiative communiste, qui relaie les conceptions du **Pôle de Renaissance Communiste en France**. Georges Gastaud en est le co-secrétaire national et dirigeant historique, depuis l'apparition de ce mouvement, en 2004, comme tendance de « gauche » du Parti « Communiste » Français, avec une influence notable dans la CGT.

Voici la première question et le début de la réponse, qui parle de « crise générale ».

> Initiative Communiste – Quelles leçons tirer de la très chaotique "transition" présidentielle aux États-Unis ?

> Georges Gastaud – Que la première puissance impérialiste mondiale en soit à offrir au monde médusé le spectacle d'une guerre civile larvée, cela donne la mesure de la crise générale du système capitaliste-impérialiste, laquelle frappe désormais de plein fouet les superstructures de la domination capitaliste états-unienne.

Quand on lit cela, on peut penser que Georges Gastaud parle d'une situation nouvelle. Or, en réalité, pour le Pôle de Renaissance Communiste en France, cela fait… 30, 50 ans que le capitalisme connaîtrait une crise générale, voire même 90 ou 100 ans, selon les articles. Le concept apparaît en fait très rarement, et de manière incantatoire.

La raison en est très simple : le Pôle de Renaissance Communiste en France se revendique du concept révisionniste de « capitalisme monopoliste d'État » élaboré par le Parti Communiste Français dans les années 1960, sous l'égide de Paul Boccara. Le stade impérialiste du capitalisme aurait été dépassé par un capitalisme organisé au moyen de l'État.

Dans le même interview du 13 janvier 2021, Georges Gastaud dit ainsi :

> « Bien entendu, le PRCF comme tel n'a pas pour autant vocation ni compétence pour garantir ou pas tel ou tel vaccin.
>
> Il est en revanche de notre devoir politique de rappeler que dans le capitalisme monopoliste d'État qui règne aujourd'hui sous le pseudonyme de néolibéralisme, les intérêts capitalistes et l'intervention de l'État sont fondus en un mécanisme unique qui soumet la recherche scientifique aux énormes intérêts financiers.
>
> Le dire n'est en rien participer du scepticisme antivaccinal, cet obscurantisme: il s'agit seulement de constater un fait patent. »

On a donc, pour le Pôle de Renaissance Communiste en France, une crise qui dure depuis plusieurs décennies, voire cent ans, avec un capitalisme qui n'est plus le capitalisme classique, ni celui parvenu au stade impérialiste, mais un « capitalisme monopoliste d'Etat », c'est-à-dire un capitalisme organisé.

C'est la thèse traditionnelle de la social-démocratie des années 1920, puis des révisionnistes en URSS au début des années 1950 avec Eugen Varga et son « capitalisme monopoliste d'Etat » justement, que Paul Boccara a repris et systématisé au sein du Parti Communiste Français dans les années 1960, avec une adoption dans l'idéologie officielle du social-impérialisme soviétique et de ses satellites.

Le Pôle de Renaissance Communiste en France est donc sur une ligne révisionniste. Il prétend avoir rejeté la « mutation » du Parti « Communiste » Français. Cependant, cette prétendue mutation est dans la droite ligne de la thèse du capitalisme monopoliste d'État : les analyses du Parti « Communiste » Français se revendiquent ouvertement de Paul Boccara.

Le Pôle de Renaissance Communiste en France n'agit pas différemment. Lui-même ne se revendique d'ailleurs pas de Staline, ni évidemment de Mao

Zedong. Quant à la référence à Lénine, elle ne saurait avoir de sens puisque la thèse du « capitalisme monopoliste d'Etat » annule toutes les positions de celui-ci.

Dans la thèse du « capitalisme monopoliste d'État », l'État est neutre et accaparé par les monopoles, il faut donc se les approprier dans le cadre des institutions et les « démocratiser ». Le Pôle de Renaissance Communiste en France est entièrement sur la ligne de l'acceptation de la légalité bourgeoise et du parlementarisme.

Il cherche bien entendu à masquer cela, pour se distinguer du Parti « Communiste » Français. Il a pour cette raison inventé le concept de « Frexit progressiste », une sortie « progressiste » de l'Union européenne. Ce concept lui permet de parler de révolte du peuple et même parfois de « démocratie populaire ». Le Pôle de Renaissance Communiste en France en fait d'ailleurs des tonnes dans le nationalisme, afin de prétendre qu'il y aurait une dimension populaire à son approche.

Cela n'a toutefois rien de vrai. Le nationalisme du Pôle de Renaissance Communiste en France est dans la droite ligne du Parti « Communiste » Français des années 1970. Et il exprime les intérêts de l'aristocratie ouvrière, d'où l'écho significatif du Pôle de Renaissance Communiste en France dans la CGT.

Car la France est un pays extrêmement riche, avec un État parmi les plus puissants du monde, un capitalisme dans les premiers rangs mondiaux, avec une population pacifiée et corrompue par un système social bien entendu très utile, mais visant à éteindre les luttes de classe. Depuis 1968, la stabilité est d'ailleurs complète, l'hypothèse révolutionnaire est totalement isolée. Le capitalisme avancé a neutralisé au maximum les antagonismes.

Le Parti « Communiste » Français, qui a trahi au début des années 1950 la cause communiste en rejetant Staline, en abandonnant l'objectif de la prise du pouvoir par la révolution, a joué un grand rôle dans ce processus d'écrasement de la lutte des classes. La CGT, en tant que syndicat dirigé par le Parti Communiste Français, s'est entièrement opposé à mai 1968, mettant tout son poids pour que les « gauchistes » n'influencent pas les masses populaires.

Le Pôle de Renaissance Communiste en France ne fait que prolonger ce positionnement social-impérialiste du Parti « Communiste Français ». Son discours rejoint alors toute la vague nationaliste qui accompagne la seconde crise générale du capitalisme.

La compétition internationale des pays impérialiste avait déjà provoqué, dans les années 2010, d'importants troubles, notamment dans la superpuissance américaine. Celle-ci, voyant la concurrence chinoise se mettre en place à l'horizon 2030-2050, est allé dans le sens d'un repli et d'une réorganisation stratégique, en vue de la confrontation. C'est le sens de l'élection de Donald Trump comme président et bien entendu il en va de même pour le brexit, qui représente un alignement britannique sur la superpuissance américaine.

Et avec la seconde crise générale du capitalisme, le repli sur la base nationale, afin de profiter des États dans l'affrontement impérialiste, est absolument général.

D'où une systématisation des thèses du « souverainisme » en France, à travers Marine Le Pen (Rassemblement National), Florian Philippot (Patriotes), François Asselineau (Union populaire républicaine), Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France), le philosophe Michel Onfray (avec la revue « Front populaire »), le socialiste Arnaud Montebourg.

Il faut également ajouter à ce panorama souverainiste Jean-Luc Mélenchon et La France Insoumise, qui est cependant davantage populiste, ainsi que son accompagnateur François Ruffin.

Quelle place y a-t-il pour le Pôle de Renaissance Communiste en France dans un tel cadre ? Uniquement celui de la convergence avec les impérialistes, en se plaçant comme son aile « sociale ».

Rien d'autre n'est possible, parce que le Pôle de Renaissance Communiste en France rejette le concept d'impérialisme, au nom de la thèse du « capitalisme monopoliste d'État » et d'une crise générale qui ne serait pas nouvelle mais perdurerait depuis des décennies. En révisant l'idéologie communiste, le Pôle de Renaissance Communiste en France se place dans l'orbite de la restructuration capitaliste et, dans une période de crise générale, son « patriotisme » le fait servir le nationalisme des forces les plus agressives de la bourgeoisie.■

Revue internationale au format pdf Communisme

Un aperçu de l'état et du rôle des zones humides dans le monde grâce à la Convention de Ramsar

La question de la pandémie est indissociable de celle du rapport de l'humanité à la nature. Cette question prend une importance d'autant plus grande que la crise générale du capitalisme implique une accélération des déséquilibres. L'un des points essentiels en ce domaine consiste en les zones humides. Avoir un aperçu sur cet aspect de la nature est incontournable.

Le 2 février 2021 est la vingt-troisième journée internationale des zones humides, lancée pour la première fois en 1997 par la convention de Ramsar afin de faire des zones humides une question publique de premier ordre. La conférence de Ramsar est issue de la signature d'une convention en faveur des zones humides à Ramsar, en Iran en 1971. C'est l'un des « *seul traité international ayant force de loi* ».

Mise en œuvre en 1975, il y a aujourd'hui 46 ans, ce sont 171 parties qui ont signé cette convention. Cela a pour résultat le classement de 2 300 sites au statut « Ramsar », ce qui recouvre un peu plus de 254 millions d'hectares, soit la surface du Canada. Ici, on peut trouver la présentation des sites « Ramsar » en France.

En cette année 2021, le thème de la journée mondiale porte sur « l'eau, les zones humides et la vie ». C'est l'occasion pour se pencher sur la nature de ces écosystèmes par le biais du rapport « *Perspectives mondiales des zones humides. L'état mondial des zones humides et de leurs services à l'humanité 2018* » publié à la même date par le secrétariat de la Convention de Ramsar.

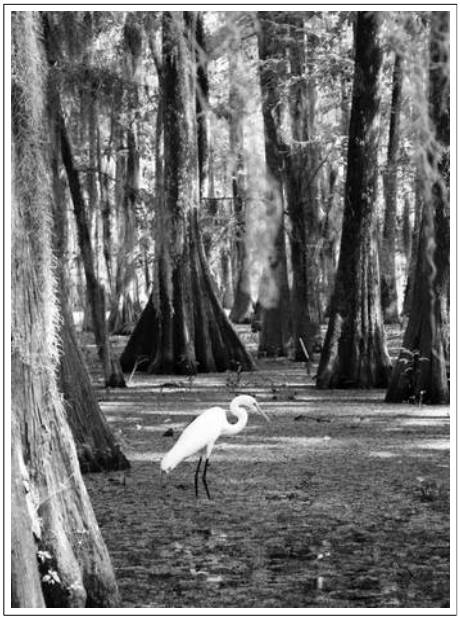
L'enjeu du rapport est annoncé dès le début de la manière suivante : « *préserver les fonctions et la bonne santé des zones humides naturelles est essentiel pour garantir un développement durable et assurer la survie de l'humanité* ».De 88 pages, ce rapport se décompose en six parties, dont une d'introduction, deux de conclusions (5) et bibliographie (6). Le cœur du rapport est une mise

en perspective de l'état et des tendances (2), des moteurs du changement (3) puis des réponses à apporter (4) (**Lire le rapport complet).**

1. État des lieux

A la page 11, un constat des plus justes est dressé (les éléments importants sont mis en gras) :

> *« L'importance des zones humides pour le bien-être humain a souvent été* ***négligée ou sous-estimée,*** *d'où la place secondaire occupée par la gestion des zones humides dans la* ***planification du développement.*** *Au sein d'un secteur donné, les parties prenantes prennent des décisions fondées sur des* ***intérêts étroits et à court terme,*** *perdant ainsi des occasions d'obtenir une multitude d'avantages et provoquant l****a disparition et la détérioration de nouvelles zones humides.*** *»*



Cela est évidement le résultat d'une société où c'est le profit qui guide la production sociale et où le développement est soumis aux aléas de l'échange marchand. Le temps de valorisation du capital, visant nécessairement un taux de rotation le plus élevé, se heurte aux limites naturelles du temps long de formation d'une zone humide.

Globalement, le rapport atteste de la forte pression subie par les zones humides. Elles sont, au mieux dégradées, au pire détruites. On connaît ainsi la donnée comme quoi, entre 1960 et 1990, 35 % des zones humides ont disparu sur la Planète.

On sait moins que :

> *« Depuis 1700, 87% de la ressource mondiale en zones humides ont été perdus dans les endroits où les données existent (ce qui signifie que ce pourcentage peut ne pas être représentatif de l'évolution au niveau mondial), avec des taux d'appauvrissement en hausse depuis la fin du 20e siècle (Davidson 2014). » (p. 21)*

Remarquons d'ailleurs que la connaissance de la dégradation (destruction ou réduction/altération) des zones humides est réalisée grâce à la naissance en 2014 de l'indice WET. Cet indice qui signifie « Wetland Extent Trends » (« Tendances de l'étendue des zones humides ») est donc récent et reste assez limité puisqu'il se base uniquement sur un principe

quantitatif (étendue), et non pas directement sur leur rôle qualitatif, ainsi que sur une base de données recueillies.

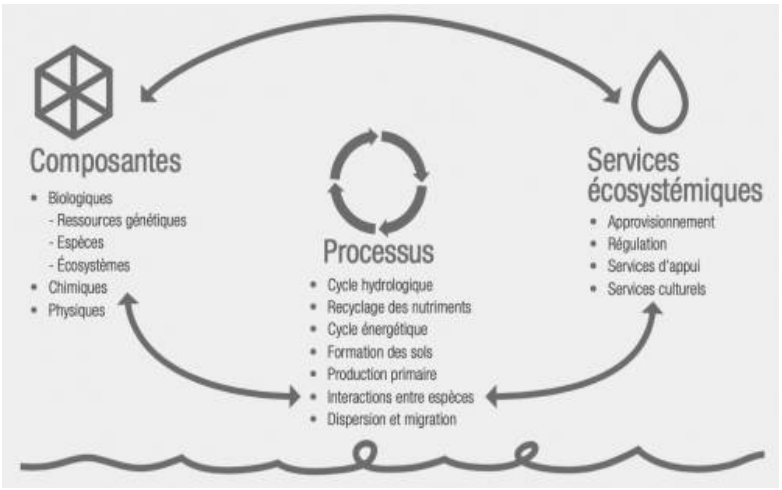
L'indice se base donc sur les zones humides répertoriées. Cela pose un problème puisque de très nombreuses zones humides ne le sont pas, en raison des manques de moyens par les organismes chargés de cette tâche.

De nombreuses zones sont ainsi peu ou pas connues, parfois classées en « zones potentielle » pendant plusieurs années avant d'avoir un véritable étude pédologique (sol) confirmant ou non le caractère humide. Ces zones « potentielles » sont donc hors champ législatif, plus vulnérables face aux destructions.

Enfin, on apprend de manière fort intéressante que si la superficie des zones humides naturelles diminue, celles des zones humides artificielles ne cesse d'augmenter. Ces zones artificielles sont des réservoirs, des lacs, des rizières qui, malgré qu'elles soient « mieux que rien », restent pauvres en termes de fonctions écologiques (tournées surtout vers l'eau potable et la maîtrise des risques d'inondations).

2. Au cœur de la biosphère

Il n'est de secret pour personne qui se penche sur les zones humides qu'elles sont des formidables écosystèmes. A la lecture du rapport, on comprend qu'elles sont surtout ce qu'on pourrait appeler des canevas de la Biosphère. Ce ne sont pas simplement des zones secondaires (au sens maoïste), dont les fonctions seraient relativement en retrait du reste de la Planète : tout comme les océans et les forêts, elles sont un maillon principal de la chaîne trophique et écologique de la Planète.



Une zone humide se retrouve au centre de cycles aussi variés que ceux de l'azote, du carbone et de l'eau.

Ainsi,

> *« il se pourrait qu'une grande partie des quelque 19 millions de km2 de roches carbonatées à la surface de la planète reposent sur des zones humides souterraines (Williams, 2008), soit une superficie plus grande que celle des zones humides de surface intérieures et côtière.s »* (p. 23)

C'est que les zones humides sont le ferment à toute une vie organique. Elles en concentrent tous les ingrédients : eau stagnante, végétaux divers et variés, intense activité minéralogique et bactérienne.

Pour le comprendre, il ne faut pas séparer les cycles naturels les uns, des autres. On a donc le cycle de l'eau avec un ruisseau avec un volume, et un débit précis. En fonction de cela, il apporte des azotes (sous forme minérale). Ces sédiments viennent se fixer dans le sol des zones humides.

Dans les endroits où l'eau stagne, il y a une absence d'oxygène. Dans ces conditions, des bactéries dites anaérobies (vivant sans air) respirent en captant l'air présents dans les azotes (d'ammoniac par exemple) et les transforment alors en nitrites. C'est le processus d'oxydoréduction, visible lors des études pédologiques permettant d'identifier une zone humide.

Lorsque ces nitrites ont été produites par les bactéries anaérobies, elles entrent alors à leur tour dans le développement d'autres bactéries qui les transforment à leur tour en nitrates minéralogiques, mais aussi gazeux (rejetés dans l'atmosphère, comme le méthane). C'est ce qu'on appelle le processus de dénitrification.

Ces deux processus d'oxydoréduction et de dénitrification aident à purifier l'eau, en contribuant à la croissance des végétaux.

Au même titre que le carbone capté grâce la photosynthèse (cycle atmosphérique du carbone), le cycle de l'eau apporte ainsi des sédiments minéralogiques qui sont transformés par

le « travail » des bactéries, et dont le produit devient les nutriments pour la flore, comme le nitrate transformé en diazote par exemple.

Les plantes consomment alors une partie du carbone (CO_2) et lors de leur décomposition, celui-ci est absorbé par le sol. C'est la *respiration écologique* qui fait qu'on parle des zones humides comme des puits de carbone, résultat d'un processus de transformation organique au carrefour des cycles de l'eau et de l'air.

On estime que les zones humides telles que les tourbières, qui représentent seulement 3 à 4% des terres émergées, « piègent » 25 à 30 % du carbone, soit deux fois plus que les forêts. Évidemment, détruire une zone humide, c'est re-libérer dans l'atmosphère ce carbone « emprisonné ».

Enfin, l'eau stagnante est renouvelée, évacuant ainsi le surplus de nitrates, après l'avoir conservé. L'eau est ainsi filtrée, dépolluée. Le reste des composés transformés sont « évacués » dans l'atmosphère sous la forme de gaz (diazote, dioxyde d'azote, dioxyde de carbone, méthane et aussi bien sûr de l'oxygène) s'intégrant à leur tout dans leurs cycles naturels respectifs.

Il faut donc bien voir les zones humides comme un maillon essentiel de la Biosphère ; jouant un rôle précis, en fonction d'équilibres déterminés à l'intérieur de cycles particuliers mais inter-reliés.

Il suffit qu'un paramètre de tel ou tel cycle soit modifié, même de manière minime, pour que tout le système d'équilibre soit perturbé. Pour ne prendre qu'un exemple : le changement de débit d'un ruisseau ou des pluies trop intenses vont engendrer un surplus de sédiments liés au cycle de l'eau.

Cela peut aboutir en définitive à l'eutrophisation du cours d'eau par un apport déséquilibré de « nourriture », avec des plantes qui se développent et asphyxient la zone. C'est là qu'entre en jeu les

pollutions qui, engendrées par des activités humaines non planifiées, viennent dégrader, et même détruire l'équilibre de ces écosystèmes.

3. Des destructions ou dégradations de diverses natures

La convention Ramsar cible trois sortes d'impacts qu'ils nomment « moteur du changement » (ce qui devrait plutôt être qualifiés comme des pollutions, voir en certains cas un écocide). Ces moteurs sont à la fois directs et indirects, et reliés à des tendances mondiales.
En tout premier lieu, il convient de citer la pollution maintenant connue des micro-plastiques, dont

> *« On estime à 5,25 trillions au moins le nombre de particules de plastique à la surface des océans du monde, soit plus de 260 000 tonnes (Eriksen et al. 2014). Ces débris peuvent persister dans l'environnement pendant des siècles (Derraik 2002). Les particules de plastique perturbent les chaînes alimentaires, nuisent à la faune et libèrent des polluants organiques persistants. »* (p. 34)

Au cœur de agressions des zones humides, il y a les canalisations d'eau liées à son exploitation, les constructions en tout genre, et les pollutions d'origine agricole ou industrielle. La surexploitation de l'eau est principalement due à l'agriculture, et notamment à l'élevage d'animaux destinés à la viande, un secteur grand consommateur d'eau et surtout transformant des zones en pâturages et en culture de soja. L'agriculture est à l'origine du phénomènes dit de « poldérisation », soit la conquête des marais par des terres cultivables.

Les centrales électriques participent également d'une pollution thermique, ayant pour conséquence une raréfaction de l'oxygène dans les cours d'eau (perte de biodiversité). Elles ont également un impact en modifiant le régime d'écoulement des eaux, importants pour l'apport en sédiments.
Il peut donc y avoir un manque de nutriments, mais aussi un surplus à cause des engrais azotés rejetés par l'agriculture, mais aussi à cause des dioxydes d'azote, des métaux lourds émis dans l'atmosphère par les activités humaines (usines, transport) qui retombent avec les pluies.

Pour la convention de Ramsar,

> *« Face à un apport excessif de nutriments, les zones humides peuvent être envahies par des espèces agressives à taux de croissance élevé comme les massettes (Typha spp.) ou, selon l'endroit, le roseau commun (Phragmites spp.) (Keenan & Lowe 2001).*
>
> *La prédominance d'espèces végétales à forte productivité peut représenter un compromis par rapport à d'autres fonctions des zones humides.*
>
> *En règle générale par exemple, on assiste à une diminution de la biodiversité, laquelle s'accompagne d'une augmentation du volume de matière organique et de carbone dans les sols » (p. 39)*

Tout comme

> *« De plus fortes concentrations de dioxyde de carbone dans l'atmosphère peuvent également stimuler la croissance des plantes, bien que ce phénomène soit différent d'une espèce et d'un type de zone humide à l'autre (Erickson et al. 2013). » (p. 39)*

Ces raisonnements sont erronés car ils isolent les cycles, les séparent de l'équilibre général. Cela peut être juste, mais seulement en partie. Car par exemple, un apport excessif de dioxyde de carbone (Co2) permet la croissance des plantes, mais alors cela va accroître la demande en eau, mais aussi en diazote. La modification d'un paramètre entraîne nécessairement la modification des autres, du paramétrage général.

Au cœur de la disparition et/ou de la dégradation écologique des zones humides, on retrouve des déséquilibres qui proviennent de l'anarchie de la production capitaliste. C'est évidemment le cas des pollutions mais aussi de l'étalement urbain :

> *« la rapidité de la croissance urbaine entraîne souvent un développement mal réglementé des zones périurbaines, avec des incidences sociales et environnementales préjudiciables »* (p. 56)

Ces altérations, ces pollutions qui entraînent un réchauffement climatique, provoque à son tour une cassure dans les processus organiques bactériens que nous avons vu précédemment :

> *« La hausse des températures imputable au changement climatique se traduise par une augmentation des émissions de gaz à effet de serre à l'intérieur des zones humides, en particulier dans les régions du pergélisol où le réchauffement*

entraîne la fonte des glaces, ce qui augmente la proportion d'oxygène et d'eau dans le sol. L'activité microbienne qui en découle génère de grandes quantités de dioxyde de carbone et/ou de méthane qui sont rejetées dans l'atmosphère (Moomaw et al. 2018). (p.38)

Tous ces déséquilibres sont le fruit d'un mode de production qui ne tient pas compte des cycles lent et long de la Biosphère. Ces dégradations sont donc liées au développement de l'Humanité dans un cadre historique de production et de consommation, qu'il s'agit maintenant de transformer pour le mettre en rapport avec les dynamiques géochimiques. Les réponses pour faire face aux déséquilibres sont assez faibles, voir même contre-productives.

4. Compenser... ou défendre ?

La convention énonce de nombreux « objectifs » ou « accords » auxquels la Convention Ramsar se joint. C'est par exemple le cas de l'Accord de Paris, de la COP 21. Dans le cadre de ces objectifs, pour la plupart non contraignants, la Convention établit un « plan stratégique 2016-2024 » liés à quatre buts, dont le premier est « *la lutte contre la perte et la dégradation des zones humides* ».

Le fait de concevoir un « plan stratégique » est évidemment positif. Mais pour que celui-ci ait un quelconque effet concret, il devrait être conçu dans le cadre d'une planification sociale à l'échelle mondiale. La Biosphère constituée du maillage essentiel des zones humides est une réalité mondiale appelant un gestion populaire, donc coercitive, et planifiée à l'échelle planétaire.

D'ailleurs cette tendance trouve à s'exprimer malgré tous les obstacles capitalistes-nationaux, avec les « zones transfrontalières », des zones humides gérées par différents pays dans le cadre du classement en site Ramsar (une vingtaine de sites actuellement).

Mais comment cela ne peut pas aller plus loin dans le cadre actuel des choses, la Convention Ramsar se replie sur le principe alors sur le principe neutre « *éviter-réduire-compenser* », principe énoncé d'ailleurs dès le début du rapport :

« L'approche « éviter-atténuer-compenser » préconisée par Ramsar et intégrée dans de nombreuses législations nationales constitue un outil précieux à cet effet » (p. 11)

Principe rappelé donc à la page 64 :

« Les lois nationales sur les zones humides et la biodiversité reposent fréquemment sur un cadre visant à « éviter-réduire-compenser » (Gardner et al. 2012) faisant souvent partie d'un processus d'autorisation d'activités de développement. La nécessité d'éviter la perte de zones humides est généralement identifiée comme un impératif ».

Ce principe est une véritable boite de pandore car finalement elle permet à la fois aux pays contractant de la convention de se montrer respectueux d'un accord international, tout en laissant l'appréciation au libre arbitre des porteurs de projets destructeurs.

Car les entreprises se montrent peu soucieuse d' « éviter » leur impact : si « le profit en vaut la chandelle », elles prévoient quelques euros de plus pour réaliser un bassin d'eau, altérant ainsi grandement les fonctions écologiques générales de toute zone humide. Les basins d'eaux sont d'ailleurs souvent grillagés, ce qui forme un nouvel obstacles pour les animaux qui gravitent autour.

A cela s'ajoute que ces législations, notamment sur les compensations sont très peu suivies et contrôlées, si bien que qu'on ne sait pas

« si les Parties contractantes appliquant de telles politiques ont atteint cet objectif non seulement pour les zones humides elles-mêmes, mais également pour leurs fonctions. » (p. 65)

Et la convention de Ramsar d'ajouter, un peu naïvement :

« une politique « Aucune perte nette » ne devrait pas être mise en œuvre si elle réduit le principal impératif qui est d'éviter tout impact sur les zones humides naturelles ». (p.65)

Ce tableau montre toute la pauvreté écologique des « zones humides artificielles » en comparaison avec les zones humides naturelles. De fait, le principe de « compensation » absurde.

Tableau 2.7
Liste récapitulative des services écosystémiques des zones humides

Importance relative des services écosystémiques de différents types d'écosystèmes de zones humides (sur la base d'avis d'experts et de l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire de 2005). Ces données représentent une moyenne mondiale ; il peut y avoir des écarts aux niveaux local et régional, et d'autres services jugés importants et au sujet desquels on dispose de suffisamment d'informations peuvent être ajoutés.

H Élevée
M Moyenne
L Faible
? Inconnue
na ne s'applique pas

Types de zones humides /Services	Zones humides intérieures					Zones humides côtières / marines							Zones humides artificielles					
	Ruisseau	Lac	Tourbière	Marais / Marécage	Zone souterraine	Marais salant	Mangrove	Herbier	Récif corallien	Récifs à bivalves	Lagon	Lit de varech	Réservoir	Rizière	Prairie humide	Site de traitement des eaux usées	Saline	Plan d'eau
Services d'approvisionnement																		
Aliments	H	H	H	H	na	H	H	M	M	M	M	L	M	H	H	L	H	H
Eau douce	H	H	L	M	H	L	na	na	na	na	L	na	M	na	na	L	na	Na
Fibres et combustibles	M	M	H	H	na	L	H	na	na	na	M	na	L	na	na	L	na	L
Produits biochimiques	L	?	?	L	?	L	L	?	L	?	?	L	?	na	?	?	L	?
Ressources génétiques	L	L	?	?	?	L	L	?	L	?	?	?	L	L	?	?	L	L
Services de régulation																		
Climat	L	H	H	H	L	H	H	H	M	L	L	na	M	L	L	na	L	na
Régimes hydrologiques	H	H	M	M	L	M	H	na	na	na	M	na	H	M	L	na	na	na
Lutte contre la pollution	H	M	M	H	M	H	H	L	L	na	M	?	L	L	L		na	na
Protection contre l'érosion	M	M	M	M	H	M	H	L	M	M	L	L	L	M	M		M	na
Réduction des risques naturels	M	H	M	H	na	H	H	M	H	M	M	L	L	L	L	na	M	na
Services culturels																		
Spirituels et d'inspiration	M	H	M	M	L	?	L	?	H	na	M	na	M	L	L	na	M	na
Loisirs	H	H	L	M	L	?	?	?	H	na	M		H	L	L	na	L	na
Esthétiques	M	M	L	M	L	M	M	na	H	na	M	na	H	M	M	na	M	na
Pédagogiques	H	H	M	M	L	L	L	L	L	L	L	L	H	L	L	L	M	L
Services d'appui																		
Biodiversité	H	H	H	H	H	M	M	L	H	M	M	L	M	M	M	L	M	L
Formation des sols	H	L	H	H	na	M	M	na	Na	na	na	na	L	M	L	L	L	na
Cycle des nutriments	H	L	H	H	L	M	M	L	M	na	M	L	L	M	L	H	L	L
Pollinisation	L	L	L	L	na	L	M	M	Na	na	?	?	L	L	M	L	L	na

En juin 2019, la 57e réunion du Comité permanent de la Convention relevait de manière bien froide, dans un tableau également très « administratif » :

> « Les solutions fondées sur la nature ne sont pas bien intégrées dans les stratégies nationales.
>
> La gestion des zones humides fonctionne généralement indépendamment des autres stratégies et processus de développement [intérêts économiques et politiques].
>
> Les avantages quantifiables des services écosystémiques sont mal compris. Souvent, les décideurs ne savent pas reconnaître tout l'éventail des valeurs des zones humides, ce qui

limite leur capacité à plaider efficacement en faveur de leur inclusion dans les stratégies et plans nationaux.

Des niveaux élevés de coopération intersectorielle et institutionnelle font défaut. »

C'est dire comment la protection des zones humides n'est qu'un leurre, l'accumulation du capital prime forcément sur la reconnaissance de la nature puisqu'une zone humide se dresse comme un obstacle, comme une limite infranchissable. Elle est alors « supprimée » au pire, « déplacer » (compensation) au mieux...

La convention de Ramsar fait avec les moyens qu'elle a à sa disposition, dans le cadre de l'économie capitaliste.

Elle met en avant des sortes de « droits à polluer » avec des systèmes de bons points pour les entreprises, des crédits financiers pour inciter les agriculteurs à gérer une zone humide ou pour attirer des investisseurs à entretenir les zones naturelles.

Tout cela est vain. Étant intégré au jeu institutionnel mondial, la Convention Ramsar n'a qu'une très faible marge de manœuvre. Pour l'avoir, il faut être en dehors du circuit des intérêts économiques et institutionnels dominants, il faut porter la rupture.

Il est évident que la seule perspective est de mobiliser concrètement à la base pour défendre les zones humides, quel que soit leur taille ou leur niveau de fonctionnalité (on peut réparer !).

Mais pour cela, il faut d'abord maîtriser la connaissances de ces écosystèmes complexes, et savoir les identifier. Enfin, il paraît évident que la solution de long terme réside dans la formation d'un nouvel État, disposant d'un ministère spécifiquement dédié à la protection de ces écosystèmes dans le cadre d'une production sociale planifiée selon la dynamique de la biosphère. ■

Annexe : comment reconnaître une zone humide ?

Il faut réunir deux critères pour identifier une zone humide. Précisons qu'avant la loi du 8 août 2016 « pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages », les deux critères n'étant pas cumulables, ce qui n'est plus le cas depuis. Voici les deux critères :

1.Un terrain, exploité ou non, qui est gorgé d'eau de façon permanente ou temporaire

2. La présence de plantes hygrophiles (qui se nourrissent d'une présence d'eau).

Selon l'article L211-1 de Code de l'environnement,

> « on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

Et l'article R211-108 de préciser que

> « Les critères à retenir pour la définition des zones humides [...] sont relatifs à la morphologie des sols liée à la présence prolongée d'eau d'origine naturelle et à la présence éventuelle de plantes hygrophiles »

Si la zone a été transformée par une activité et que la végétation hygrophile en question est absente, seul le critère pédologique (sol gorgée d'eau en permanence ou en partie) est retenu.

LA VIE DANS LA MÉTROPOLE IMPÉRIALISTE MISE À NUE PAR LA PANDÉMIE

La pandémie a mis à nu la base de la vie dans la métropole impérialiste, avec le fait que sans la consommation, les gens sont perdus car livrés à eux-mêmes. Incapables de s'orienter par eux-même pour la plupart, ils sombrent dans la dépression, au point que la France connaît en janvier 2021 une rupture de stocks d'anxiolytiques.

C'est bien en cela que la crise générale du capitalisme s'exprime ici. D'un côté, l'expansion du capitalisme dérègle le rapport de l'humanité à la nature, produisant une pandémie. De l'autre, la pandémie agit sur sa source en apportant une perturbation terrible.

Comment le capitalisme s'est insidieusement installé

Le capitalisme s'installe sans que les gens ne possèdent de recul suffisant pour comprendre le sens de cette installation ; prisonniers de la consommation capitaliste, ils participent à l'enracinement d'un mode de production à tous les niveaux de la vie, sans s'en apercevoir.

Un excellent exemple est l'extension du réseau routier en France accompagnant l'expansion de la consommation d'automobiles. Le nombre de morts et de blessés a connu une croissance vertigineuse associée au développement du capitalisme en ce domaine, sans que cela soit dénoncé ou remarqué. Il était en même temps parlé du nombre de morts du contingent en Algérie française, mais celui-ci était pourtant inférieur.

Année	Nombre d'accidents	Nombre de blessés	Nombre de tués
1949	25 247	22 000	2 878
1955	140 232	147 551	8 058
1967	215 470	302 245	12 696
1972	259 954	386 874	18 034

Cette installation du capitalisme a d'autant plus été accepté que l'accès à l'automobile a été un progrès matériel sur le plan pratique, que les automobiles se sont améliorés, ainsi que la

sécurité routière. Cela a été un long processus, s'étalant sur plusieurs décennies. Cependant, cela a largement suffi pour qu'il n'y ait aucune remise en cause par les masses tant du réseau routier que de son extension, tant des automobiles que des accidents.

Année	Nombre d'accidents	Nombre de blessés	Nombre de tués
1979	242 975	335 904	12 197
1984	199 454	282 485	11 525
2000	121 223	162 117	7 643
2019	56 019	70 490	3 244

Le modèle américain

Ce qui est vrai pour l'installation du parc automobile et du réseau routier est vrai pour l'ensemble des marchandises. Les différents marchés capitalistes se sont non seulement développés, mais ils se sont en plus répondus les uns aux autres. Cela est vrai à l'intérieur des pays, mais également entre les pays, et encore davantage avec l'instauration de la Communauté européenne et l'intégration de la Chine devenue social-fasciste dans le marché capitaliste international.

Le problème de fond, très facile à comprendre et immédiatement remarquée par l'Internationale Communiste dès sa fondation à la suite de la révolution russe, c'est que les États-Unis d'Amérique n'ont initialement pas été touchés par la première crise générale du capitalisme. En profitant de la modernisation productive (le « fordisme »), ils ont pu s'imposer comme la principale force impérialiste et ont contribué à relancer le capitalisme alors tellement à sec qu'il se précipitait dans la guerre mondiale.

Le mode de vie américain s'est généralisé, avec une consommation présente à tous les niveaux de l'existence, avec tout choix trouvant la possibilité de se réaliser par la consommation. Exister, c'est consommer de telle ou telle manière, un nombre incroyable de marchés se proposant pour satisfaire des goûts d'autant plus multiples que la différence, la différenciation, l'isolement individualiste sont promus par le capitalisme.

Cela représente un saut qualitatif pour le capitalisme, car davantage de marchés capitalistes dans une société, c'est autant d'échos en plus dans le circulation des capitaux et des marchandises. On a alors un cercle en apparence vertueux pour le capitalisme, qui semble

toujours s’en sortir, avec une capacité perpétuelle de se récupérer et de récupérer les oppositions.

Avec davantage de capitaux, il y a la capacité d’utiliser de plus en plus d’initiatives venant d’en bas, de récupérer pour le capitalisme toutes les idées, toutes les actions. La capacité du capitalisme à intégrer en son sein même des formes rebelles comme le hip hop, le punk, le grunge… est bien connue.

Le 24 heures sur 24 du capitalisme

C’est ainsi que s’est formé le 24 heures sur 24 du capitalisme, à partir des années 1960, pour se généraliser toujours davantage jusqu’au début du 21e siècle, avec de nombreux secteurs des masses des pays impérialistes se faisant corrompre.

La Fraction Armée Rouge constate en 1972 que :

« La définition du sujet révolutionnaire à partir de l’analyse du système, avec la reconnaissance que les peuples du tiers-monde sont l’avant-garde, et avec l’utilisation du concept de Lénine d’« aristocratie ouvrière » pour les masses dans les métropoles, n’est pas périmée et terminée.

Au contraire, elle ne fait même que commencer.

La situation d'exploitation des masses dans les métropoles n'est plus couvert par seulement le concept de Marx de travailleur salarié, dont on tire la plus-value dans la production.

Le fait est que l'exploitation dans le domaine de la production a pris une forme jamais atteinte de charge physique, un degré jamais atteint de charge psychique, avec l'éparpillement plus avancé du travail s'est produite et développée une terrifiante augmentation de l'intensité du travail.

Le fait est qu'à partir de cela, la mise en place des huit heures de travail quotidiennes – le présupposé pour l'augmentation de l'intensité du travail – le système s'est rendu maître de l'ensemble du temps libre des gens.

À leur exploitation physique dans l'entreprise s'est ajoutée l'exploitation de leurs sentiments et de leurs pensées, de leurs souhaits et de leurs utopies – au despotisme des capitalistes dans l'entreprise s'est ajouté le despotisme des capitalistes dans tous les domaines de la vie, par la consommation de masse et les médias de masse.

Avec la mise en place de la journée de huit heures, les 24 heures journalières de la domination du système sur les travailleurs a commencé sa marche victorieuse – avec l'établissement d'une capacité d'achats de masse et la « pointe des revenus », le système a commencé sa marche victorieuse sur les plans, les besoins, les alternatives, la fantaisie, la spontanéité, bref : de tout l'être humain !

Le système a réussi à faire en sorte que dans les métropoles, les masses sont tellement plongées dans leur propre saleté, qu'elles semblent avoir dans une large mesure perdu le sentiment de leur situation comme exploitées et opprimées.

Cela, de telle manière qu'elles prennent en compte, acceptant cela tacitement, tout crime du système, pour la voiture, quelques fringues, une assurance-vie et un crédit immobilier,

qu'elles ne peuvent pratiquement rien se représenter et souhaiter d'autre qu'une voiture, un voyage de vacances, une baignoire carrelée.

Il se conclut de cela cependant que le sujet révolutionnaire est quiconque se libère de ces encadrements et qui refuse de participer aux crimes du système.

Que quiconque trouve son identité dans la lutte de libération des peuples du tiers-monde, quiconque refuse de participer, quiconque ne participe plus, est un sujet révolutionnaire – un camarade.

De là il s'avère que nous devons analyser la journée de 24 heures du système impérialiste.

Qu'il nous fait présenter pour chaque domaine de la vie et du travail comment la ponction de la plus-value se déroule, comment il y a un rapport avec l'exploitation dans l'entreprise, car c'est précisément la question.

Avec comme postulat : le sujet révolutionnaire de l'impérialisme dans les métropoles est l'être humain dont la journée de 24 heures est sous le diktat, sous le patronage du système.

Nous ne voulons pas élargir le cadre où doit être réalisée l'analyse de classe – nous ne prétendons pas que le postulat soit déjà l'analyse.

Le fait est que ni Marx ni Lénine ni Rosa Luxembourg ni Mao n'ont eu à faire au lecteur du [journal populiste à gros tirage] Bild, au téléspectateur, au conducteur de voiture, à l'écolier psychologiquement formaté, à la réforme universitaire, à la publicité, à la radio, à la vente par correspondance, aux plans d'épargne logement, à la « qualité de la vie », etc.

Le fait est que le système se reproduit dans les métropoles par son offensive continue sur la psyché des gens, et justement pas de manière ouvertement fasciste, mais par le marché.

Considérer pour cela que des couches entières de la population sont mortes pour la lutte anti-impérialiste, parce qu'on ne peut pas les caser dans l'analyse du capitalisme de Marx, est pour autant délirant, sectaire comme non-marxiste.

Ce n'est que si l'on arrive à amener la journée de 24 heures au concept impérialiste / anti-impérialiste que l'on peut parvenir à formuler et à présenter les problèmes concrets des gens, de telle manière qu'ils nous comprennent. »

L'ennui, la laideur, l'anxiété, l'angoisse dans un espace urbain aliénant

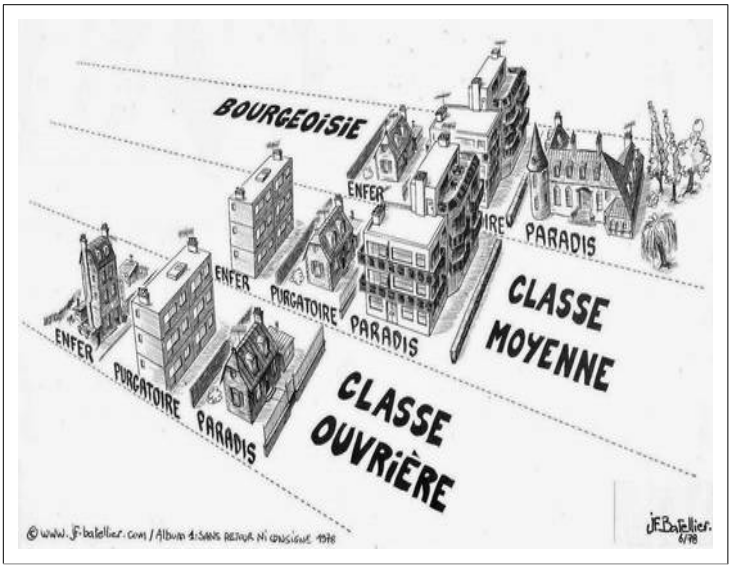
Le 24 heures sur 24 du capitalisme ne permet aucun temps mort et pourtant la capacité à consommer est limitée, sans compter que les bonheurs relèvent du consommables : ils sont éphémères, il faut les renouveler constamment et ainsi avoir les moyens de les renouveler. Or, l'acquisition d'argent pour la consommation implique de participer à la production, qui est bien plus épuisante psychiquement et physiquement qu'auparavant. Le travail épuise les

nerfs, la consommation est superficielle sur le plan humain, il s'ensuit une déprime exprimant une certaine conscience de vivre dans une course folle.

C'est que cela se déroule dans un environnement façonné par le capitalisme.

Les villes et les campagnes sont, au début du 21e siècle, entièrement façonnés par le capitalisme.

S'il existe des décisions au niveau des États, des régions, des communes, s'il y a bien un rôle pour les architectes, s'il y a bien une réflexion de la part des urbanistes, s'il existe même des paysagistes, c'est en dernier ressort le mode de production capitaliste qui décide de la tendance générale.



Cette illustration de *Jean-François Batellier* datant de 1978 synthétise parfaitement l'idéologie de l'ascension sociale mise en place par le capitalisme dans les pays impérialistes

L'habitat répond, dans sa substance même, entièrement aux exigences, à la terreur de la consommation du capitalisme. Un habitat est avant tout un lieu où vit un consommateur et il doit être en mesure de consommer sur cette base. Et cet habitat est défini par lui-même par sa capacité à consommer. Les bourgeois des centre-villes peuvent se permettre de vivre là, car ils consomment et que leur propre habitat relève de la consommation. Inversement, le prolétariat se fait placer en périphérie, puisque de toutes façons sa consommation est elle-même périphérique.

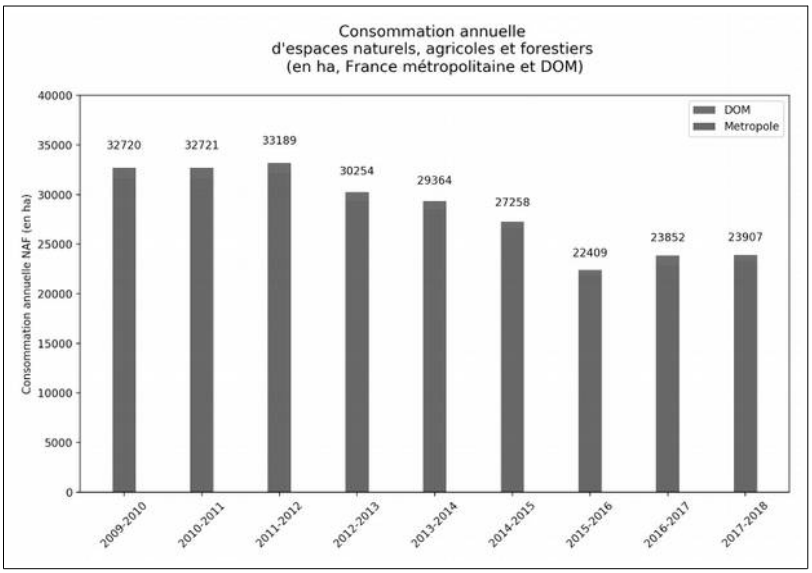
L'habitat répond cependant également entièrement aux exigences de production du capitalisme. Il faut que le personnel nécessaire à la production soit à disposition. Là encore, il y a une différence entre la Défense comme pôle de décision et les usines de Picardie, entre les périphéries lieux de production et de diffusion des marchandises et des centres focalisés sur la distribution des marchandises.

L'espace urbain maximalise les potentialités de la production et de la consommation et chaque personne doit suivre, se plier, s'adapter, quitte à être broyé. Une fuite n'est pas possible de par les exigences d'un capitalisme qui tourne et qui ne laissent personne à l'écart.

Les villes deviennent ainsi toujours plus laides, les campagnes se vident, tout se dégrade, alors que l'angoisse apparaît inéluctablement comme émotion pour quiconque cherche à se projeter dans un tel environnement.

Cette anxiété produit, tant dans les villes que les campagnes, la fuite dans les jeux d'argent, les drogues, le sado-masochisme, l'idéologie LGBT, l'émigration. Or, tout cela est également une fuite de type capitaliste : c'est simplement un changement de marché, un changement de terrain de la production et de la consommation. Et cela ne modifie pas la laideur générale que produit le capitalisme développé, où une ville comme Dubaï a plus de statut que Prague.

Et encore est-ce là raisonner en termes locaux. Si l'on se déplace dans le pays, on voit à quel point tout se dégrade sans commune mesure, avec un étalement urbain progressant en France de 165 hectares par jour (et bien moins en Belgique pour des raisons géographiques et historiques).



La laideur des réalisations capitalistes entièrement décidées par les intérêts du capital et le mauvais goût de couches dominantes décadents défigure absolument tout le pays, empêchant de trouver sa place et produisant une quête romantique anticapitaliste nihiliste, par absence de compréhension de la lutte des classes et du matérialisme dialectique.

Le piège de la petite propriété

Les villes et les campagnes subissent ainsi de plein fouet la contradiction entre la production et la consommation existante dans le capitalisme. Les intérêts de la production ne sont pas nécessairement ceux de la consommation et inversement.

On arrive alors à une géographie en générale façonnée par les échanges et des zones de vie où les gens sont soit isolés les uns des autres, soit les uns sur les autres. La pandémie se développe en raison de cette accumulation de gens dans le béton, ou bien en raison des échanges à travers un pays entièrement structuré par les échanges capitalistes.

De plus, tout se déroule dans le chaos du marché, même s'il y a des interventions des institutions, qui sont de toutes façons par la rapidité de l'évolution du marché.

Et, surtout, le capitalisme transporte des valeurs amenant à une valorisation, une généralisation de la petite propriété. Pratiquement 60 % des Français sont propriétaires de leurs logements, 72 % en Belgique.

Figure 1 – Statut d'occupation des résidences principales

en %

Au 1er janvier	2001	2004	2007	2010	2013	2016 (p)	2018 (p)
Propriétaires	**55,9**	**56,6**	**57,2**	**57,5**	**57,7**	**57,7**	**57,6**
Non accédants	34,9	36,4	37,7	37,8	37,9	37,8	37,7
Accédants	21,0	20,2	19,6	19,7	19,8	19,9	19,9
Locataires	**39,7**	**39,4**	**39,3**	**39,4**	**39,5**	**39,8**	**39,9**
Bailleurs publics	17,9	17,7	17,5	17,3	17,2	17,1	17,1
Bailleurs privés	21,8	21,7	21,8	22,1	22,3	22,7	22,8
Autres statuts[1]	**4,4**	**4,0**	**3,5**	**3,1**	**2,8**	**2,5**	**2,5**
Total des résidences principales (en milliers)	**24 973**	**26 016**	**26 993**	**27 786**	**28 516**	**29 256**	**29 745**

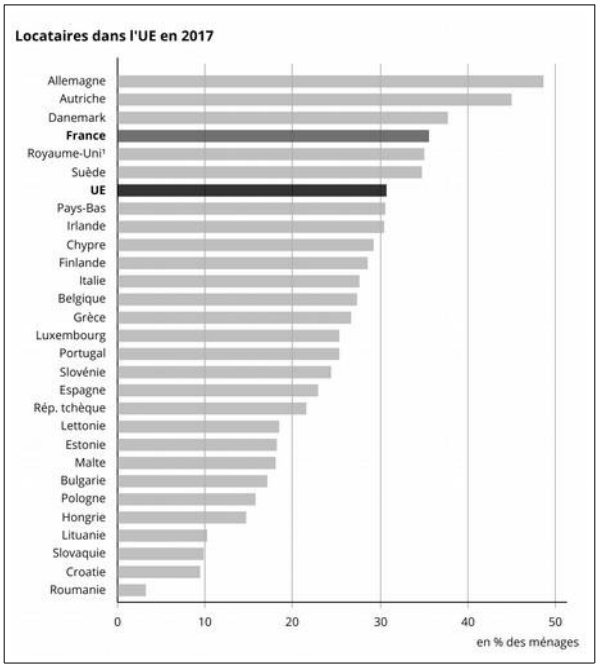
p : données provisoires.
1. Regroupent essentiellement les ménages logés gratuitement.
Champ : France hors Mayotte.
Sources : Insee et SDES, estimation annuelle du parc de logements.

Cela fait que si une minorité peut accuser les propriétaires de leur logement de leur situation insupportable de locataires, la majorité ne peut s'en prendre qu'à elle-même. C'est toutefois au-delà de ses forces, tellement elle est prisonnière de la course capitaliste.

La pandémie met à nu le quotidien dans la métropole impérialiste

Le 24 heures sur 24 du capitalisme a été fortement perturbé par la pandémie et les gens se sont retrouvés désemparés. Ils ont montré qu'ils n'étaient pas capables d'autonomie, qu'ils attendaient passivement ce que le capitalisme est capable de leur proposer en termes culturels.

Il y aurait pu y avoir un grand retour à la lecture de classiques de la littérature, un vaste passage à des activités comme le dessin, la peinture, l'écriture. Rien de tout cela n'a eu lieu, car cela n'est pas possible pour des gens formatés à consommer et à vivre par la consommation.



Comment un propriétaire, qui est de ce fait impliqué lui-même dans le fonctionnement du capitalisme, dans son succès, peut-il résister à la terrible pression produite par la pandémie ? C'est tout simplement impossible.

Et si on ajoute à cela ceux qui veulent accéder à la propriété, on a une grande majorité de la population.

Bien entendu, on parle ici le plus souvent de ce qui forme une vaste petite-bourgeoisie, ou bien de couches populaires cherchant à accéder à un mode de vie ouvertement petit-bourgeois.

Derrière, il y a un besoin de sécurité, recherché individuellement par la méfiance, l'absence de confiance ou le refus d'une sortie collective aux problèmes posés par le capitalisme.

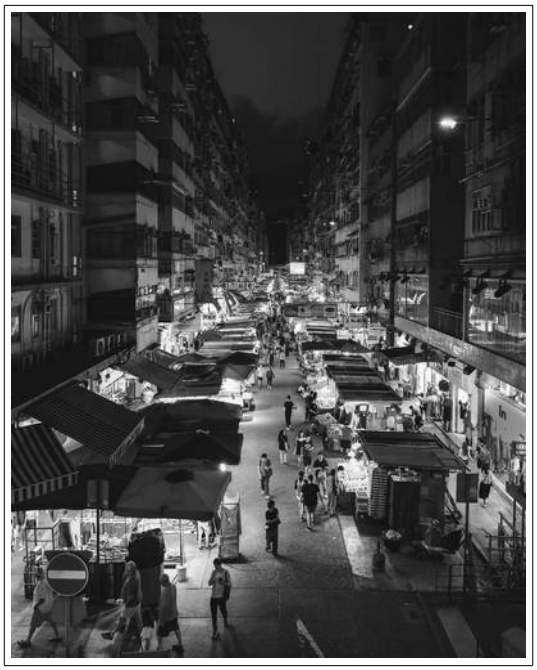
Cela ne change cependant pas le problème de fond : les gens se sont engagés dans le capitalisme et ils se retrouvent piégés. Il faudrait une classe ouvrière capable d'une mobilisation générale crédible pour être capable d'arracher la petite-bourgeoisie à ses fétiches.

La question collective

Le 24 heures sur 24 du capitalisme a toujours connu des éléments capables de critiques et le désespoir d'une vie quotidienne au ralenti n'a pas touché certains secteurs. Une minorité a compris que cette course capitaliste était insensée, qu'elle était vaine, qu'on gâche sa vie

dans un tel système où l'on est subordonné à la production afin de satisfaire une consommation superficielle.

Cependant, sans orientation de classe, cela aboutit en initiatives qui immanquablement s'inscriront dans le capitalisme.



De plus, cela passe à côté du problème central. Le capitalisme défigure la nature et la pandémie a révélé que les espaces de la métropole impérialiste sont ingérables. Soit les hôpitaux sont trop loin, soit ils sont surchargés, alors que les logements s'avèrent largement inaptes pour qu'on y vive de manière prolongée.

C'est qu'en fait la dimension collective est entièrement absente du capitalisme et, lorsque la pandémie a fait que l'accès systématique à la consommation capitaliste a été affaiblie, les individus atomisés ont été livrés à eux-mêmes et c'est alors l'explosion, ou plus exactement l'implosion.

D'où les comportements individualistes, relativistes, notamment dans la petite-bourgeoisie au mot d'ordre de « fêtes » et de « libertés ». Mais la pandémie n'est pas terminée et le mode de production capitaliste apparaît alors comme incapable de faire face à une question collective.

Le mode de production capitaliste, en ayant façonné les gens à son image, n'est plus en mesure de puiser un sens du collectif qu'il pourrait utiliser de manière pragmatique pour s'en sortir.

Ce n'est pas le cas en Chine, car c'est un pays social-fasciste, sur la base d'un capitalisme monopoliste d'État conséquent à la prise du pouvoir des révisionnistes en 1976 à la mort de Mao Zedong. C'est un régime construit par en-haut et il est encore en mesure de prendre des décisions par en-haut, malgré la bureaucratisation généralisée et un capitalisme ultra-violent s'appuyant sur de très puissants monopoles.

Cela produira immanquablement une contradiction en Chine, entre la dimension collective de l'intervention dans la pandémie et sa gestion uniformisée, de type terroriste, par en haut. Inversement, dans les pays impérialistes où le capitalisme s'est développé sans entraves, la contradiction est celle entre des individus atomisés par la vie quotidienne dans le 24 heures sur 24 du capitalisme et les exigences historiques de collectivisme face à la pandémie.

Et c'est là un aspect seulement de la crise générale du capitalisme où les défis sur la table – réchauffement climatique, protection de la nature, condition animale, possibilités d'épanouissement personnel – sont innombrables. ■

La maladie incurable du capitalisme
La crise économique

Tiré de : Étudions l'économie politique, Shanghai, 1975

Si la contradiction fondamentale du capitalisme mène forcément à la crise économique, c'est également parce qu'elle se traduit toujours par une contradiction entre le caractère organisé de la production dans les usines prises séparément et l'état anarchique de l'ensemble de la production.

La socialisation de la production resserre les relations et la dépendance mutuelle entre les différentes branches de production et entre les différentes entreprises. Par exemple : le coton nécessaire à une usine textile est fourni par le secteur agricole, ses machines par l'industrie mécanique. C'est pourquoi, pour une période donnée, la quantité de coton, de tissu et de machines nécessaires à la production sociale devra être fixée à l'aide d'un plan et d'une organisation unifiée, afin que la reproduction sociale puisse être menée à bien.

Cependant, lorsque les moyens de production sont la propriété privée des capitalistes, toute la société est divisée en d'innombrables entreprises capitalistes qui s'organisent indépendamment les unes des autres. Si nous considérons le problème au niveau de l'entreprise, les ouvriers sont sous les ordres d'un même capital, et la production à l'intérieur de cette entreprise est organisée. Mais si nous considérons le problème au niveau de toute la société, on constate que la nature et la quantité de la production sont l'affaire personnelle des capitalistes des diffétentes entreprises, personne n'a droit de regard sur son voisin.

Aussi toute la production sociale se déroule-t'elle dans un état d'anarchie. Étant donné le caractère aveugle de l'ensemble de la production sociale, chaque capitaliste en particulier est incapable d'appréhender la véritable demande de la société pour telle ou telle marchandise. S'il y a le moindre profit à l'horizon, les capitalistes entrent en concurrence et cherchent à élargir la production. En même temps, une demande illusoire peut apparaître comme le résultat des activités marchandes capitalistes, ce qui masque le véritable pouvoir d'achat dans la société.

En réalité, à ce stade, la production dépasse déjà le niveau du pouvoir d'achat des masses. Mais tant que sur le marché, la tendance à l'augmentation des prix ne s'est pas encore renversée, le capitaliste commerçant continue à passer commande auprès du capitaliste industriel, tandis que le capitaliste financier augmente le crédit au commerçant et à l'industriel. Il vient ainsi en aide à l'élargissement aveugle de la production par l'industriel, ce qui provoque une fausse prospérité sur le marché.

Cette fausse prospérité camoufle la surproduction qui existe et se développe de fait, jusqu'à ce qu'elle ne puisse plus être cachée et éclate au grand jour. Alors c'est l'avalanche, la surproduction se traduit par une crise économique. On peut donc voir que l'origine de la crise économique est le système capitaliste lui-même et la contradiction fondamentale, qui lui est inhérente, entre le caractère social de la production et le caractère privé du système de propriété.

Tant que subsiste le capitalisme, il y a nécessairement des crises économiques. Pour les faire disparaître, il faut faire disparaître le système capitaliste. La théorie marxiste des crises économiques a coupé court aux absurdités invoquées par la bourgeoisie pour masquer les crises Les thèses scientifiques marxistes sur les crises économiques du capitalisme suscitent frayeur et hostilité chez la bourgeoisie et ses défenseurs, qui s'efforcent de déformer la réalité par des mensonges en tous genres. Ils visent à présenter la crise comme n'ayant aucun rapport avec le capitalisme, afin de duper le peuple travailleur et de protéger ainsi ce système d'exploitation.

Certains, par exemple, présentent la crise comme une« insuffisance de la consommation », et en conséquence, ils proposent des méthodes de « stimulation de la consommation» pour mettre un terme à la crise. En fait, cette insuffisance de consommation de la part du peuple travailleur est antérieure à l'apparition du capitalisme, elle existe depuis que la société humaine s'est scindée en deux classes, les exploiteurs et les exploités ; mais la crise économique de surproduction n'intervient, elle, qu'avec la société capitaliste.

On voit donc qu'il n'est pas possible d'expliquer les crises économiques à partir d'une « insuffisance de la consommation ». Après la deuxième guerre mondiale, .la militarisation des économies nationales créa pour un temps une fausse prospérité dans certains pays capitalistes. Les défenseurs de la bourgeoisie semblaient avoir trouvé le brin d'herbe qui sauve in extremis de la noyade et ils déliraient en ces termes : «

Ceux qui croient que les pays capitalistes vont sombrer irrémédiablement dans le marasme économique, se trompent. »

Ils pensaient que l'État capitaliste intervenant de plus en plus dans l'économie nationale, de prétendus « mécanismes automatiques de régulation» étaient apparus et que ces mécanismes tendraient, dans une certaine mesure, à « stabiliser automatiquement» le développement de l'économie capitaliste. Cet argument est tout aussi fallacieux que le précédent. Nous savons en effet que l'appareil d'État capitaliste est au service de la bourgeoisie. Que l'État bourgeois militarise son économie nationale ou qu'il régularise la vie économique, chaque mesure qu'il adopte intensifie l'exploitation du peuple travailleur et enrichit les capitalistes.

Lénine disait : «L'Amérique comme l'Allemagne « réglementent la vie économique» de façon à créer un bagne militaire pour les ouvriers (et en partie pour les paysans), et un paradis pour les banquiers et les capitalistes. Leur réglementation consiste à « serrer la vis» aux ouvriers jusqu'à la famine et à assurer aux capitalistes (en secret, à la manière bureaucratique réactionnaire) des profits supérieurs à ceux d'avant-guerre.» (Lénine)

De fait, lorsque l'État bourgeois régularise la vie économique, il ne parvient même pas à ce que l'économie capitaliste « se stabilise automatiquement» ; c'est le contraire qui se passe, tandis que la bourgeoisie récolte des profits scandaleux, le peuple travailleur s'appauvrit davantage encore, le marché tend à se réduire, la contradiction fondamentale du capitalisme s'exacerbe, et la crise économique s'aggrave.

La tendance à l'aggravation de la crise économique du capitalisme

Les crises économiques du capitalisme éclatent de façon cyclique Tant que subsiste l'économie capitaliste, sa contradiction fondamentale est à l'œuvre. Le problème n'est pas que la crise économique éclate une ou deux fois, mais bien qu'elle ressurgît souvent et de façon périodique.

Historiquement, la première grande crise économique remonte à 1825 en Angleterre. Elle recommença en 1836, 1847, 1857, 1867, successivement, en moyenne tous les dix ans. Par la suite, elle ressurgit systématiquement et s'aggrava même de plus en plus. Le cycle d'une crise économique est la période entre deux crises successives.

Il y a généralement quatre étapes : la crise, la dépression, la reprise, l'expansion. La crise est l'étape fondamentale du cycle, elle est le point final d'un cycle et le point de départ du cycle suivant.

1) La crise : la crise intervient le plus souvent de façon soudaine. Avant qu'elle se déclare, il y a sur le marché une fausse prospérité, toutes les branches de l'industrie et du commerce sont « florissantes ». La production a déjà dépassé les besoins réels, mais comme le crédit et la spéculation sont très intenses, les usines continuent encore à tourner au maximum et produisent pour les entrepôts et les commandes.

Soudain, un maillon de la chaîne lâche, c'est la crise. Dès que la surproduction dans une branche donnée apparaît, l'écoulement des marchandises devient problématique, très vite, d'autres branches sont touchées, entraînant des réactions en chaîne.

Supposons qu'il y ait surproduction dans l'industrie automobile, on réduit ou arrête la production, cela aura obligatoirement une répercussion dans la métallurgie et l'industrie du caoutchouc. Si la métallurgie réduit ou arrête la production, les industries du charbon et de l'électricité ainsi que les transports seront à leur tour affectés.

Sur le plan commercial, les spéculateurs qui, jusque-là, ont mis de l'huile sur le feu en contribuant à la fausse prospérité, font alors volte-face, et se débarrassent des stocks qu'ils ont entre les mains. Ils n'hésitent pas à casser les prix pour vendre et, ce faisant, ils enveniment encore davantage la situation.

Les stocks s'entassent dans les entrepôts, on a du mal à les vendre et les prix s'effondrent. Pour éviter cet effondrement des prix, les capitalistes iront jusqu'à détruire artificiellement de grandes quantités de marchandises. Sous le coup de l'absence de débouchés et de la baisse spectaculaire des prix, ce sont d'abord de très nombreuses petites et moyennes entreprises qui font faillite ; de toute part, des banques ferment leurs portes, les usines qui ne ferment pas réduisent l'échelle de leur production.

À ce moment-là, dans la société, le nombre des ouvriers et travailleurs d'autres branches au chômage augmente, et toute la situation économique se détériore de façon dramatique.

2) La dépression : après l'ouragan inattendu de la crise, la vague de faillites dans les entreprises industrielles et commerciales finit par s'apaiser. Les entreprises qui ont résisté à la crise continuent la production et la distribution à une échelle moindre.

Les enseignes à la porte des magasins se rallument, on crie à la victoire, et pourtant le commerce est encore bien timide. De nombreux ouvriers restent au chômage, sans moyen d'existence. L'industrie, le commerce et les banques semblent paralysés. Mais pendant cette phase, la consommation sociale se perpétue malgré tout, les marchandises amoncelées et considérablement endommagées finissent pourtant par s'écouler lentement et à des prix très bas.

Sous l'apparente stagnation, les facteurs qui stimulent le rétablissement de la production réapparaissent progressivement.

3) La reprise : avec la diminution des stocks, les prix des marchandises remontent progressivement, ainsi que les profits. D'une part, le capitaliste intensifie son exploitation sur les ouvriers et d'autre part, il modernise ses techniques, il installe de nouvelles machines, il renouvelle son capital fixe, il cherche à remporter la victoire au milieu d'une concurrence farouche.

Ainsi, la production du Secteur 1, c'est-à-dire l'électricité, l'acier, l'équipement mécanique, s'élargit peu à peu. Le nombre de travailleurs employés dans ce secteur augmente ; cette augmentation suscite à son tour un relèvement de la demande de biens de consommation, elle stimule le développement de la production du Secteur II.

De cette façon, la production se rétablit pas à pas, le chômage baisse. L'économie capitaliste qui était au comble de la dépression, reprend.

4) L'expansion : les caractéristiques fondamentales de cette étape-ci sont les suivantes : les marchandises se vendent facilement, les profits augmentent en flèche, production et circulation s'accélèrent, le crédit et la spéculation reprennent, le marché « prospère». Tous les capitalistes élargissent la production au maximum. Derrière ce paysage de «prospérité» s'accumulent chaque jour davantage les indices d'une nouvelle crise.

Engels a ainsi décrit cet aspect florissant, de l'économie capitaliste : « Progressivement, l'allure s'accélère, passe au trot, le trot industriel se fait galop, et ce galop augmente à son tour jusqu'au ventre à terre d'un steeple chasse complet de l'industrie, du commerce, du crédit et de la spéculation, pour finir, après les sauts les plus périlleux, par se retrouver dans le fossé ... du krach. » (Engels, L'anti-Dühring)

Crise, dépression. Reprise. Expansion. Crise.... ces phases sont l'expression du caractère cyclique des crises économiques et de la production capitaliste. Ceci explique pourquoi il est impossible au capitalisme de se développer sans secousse. Pourquoi il avance en louvoyant.

La crise économique du capitalisme s'approfondit de jour en jour

Les crises apparaissent de façon répétée tout au long du processus de développement de la production capitaliste. Pourtant. Chaque nouvelle crise n'est pas la simple reproduction de la précédente. Elle a tendance à s'aggraver chaque fois un peu plus. Particulièrement depuis la deuxième guerre mondiale. Les crises sont plus fréquentes et plus profondes. Voyons quels en sont les effets principaux.

Premièrement, le cycle des crises se raccourcit. Les crises sont plus fréquentes. Avant la deuxième guerre mondiale, les crises économiques étaient espacées d'environ 10 ans, et dans les 20 années consécutives à la guerre, le cycle des crises s'est manifestement raccourci. D'après les tableaux ci-dessous, on peut voir que de 1948 à 1972, les U.S.A. ont traversé cinq crises économiques, soit en moyenne une crise tous les cinq ans environ ; et le Japon a traversé six crises économiques, soit en moyenne une crise tous les quatre ans environ.

Si, depuis la deuxième guerre mondiale, le cycle s'est sensiblement rétréci, c'est que, sous la domination du capital monopoliste, le peuple travailleur subit une exploitation de plus en plus marquée, que son pouvoir d'achat accuse une réduction relative et que les problèmes des marchés intérieurs s'aggravent.

Une autre raison est que l'agression et l'expansion extérieures des pays impérialistes aiguisent les contradictions entre l'impérialisme et les peuples des pays colonisés ou dépendants ; elles stimulent le développement des luttes de libération nationale de ces pays, ce qui réduit constamment les marchés extérieurs des pays impérialistes et provoquent une vente plus difficile de leurs marchandises.

C’est ainsi que la contradiction entre production et consommation s’accentue quotidiennement. Tout ceci montre bien que la contradiction fondamentale du capitalisme connaît une exacerbation de plus en plus grande et que les rapports de production font gravement obstacle au développement des forces productives.

Deuxièmement, le renouvellement aveugle du capital a pour effet que les proportions de la reproduction capitaliste sont de plus en plus inadéquates. Avant la deuxième guerre mondiale, chaque fois qu’il y avait crise, les investissements en capital fixe baissaient énormément. Mais après la guerre, le montant des investissements en capital fixe connut généralement une assez grande augmentation.

Même en période de crise, le niveau des investissements reste assez élevé . Pendant la cinquième crise américaine de l’après-guerre, les investissements en capital fixe augmentèrent même de 3,5 % entre 1969 et 1970. Au Japon, pendant la sixième crise de l’après-guerre, les investissements en capital fixe augmentèrent de 3,2 % de 1970 à 1971.

Les crises économiques aux U.S.A. après la guerre

Chronologie des crises	Production industrielle				Chiffres maximum du chômage		Entreprises en faillite	
	Maximum avant la crise	Minimum pendant la crise	Baisse en %	Durée de la dépression en mois	Nombre de chômeurs en millions	Taux de chômage en %	Nombre total	Pendant le mois de crise maximum
1 (1948-1949)	oct. 1948	oct.1949	10,5	12	4,7	7,6	8.632	884
2 (1953-1954)	juil. 1953	août 1954	10,2	13	3,7	5,8	11.400	1.102
3 (1957-1958)	fév. 1957	avr. 1958	13,7	14	5,54	7,7	16.915	1.495
4 (1960-1961)	janv. 1960	fév. 1961	7,7	13	5,71	8,1	17.117	1.449
5 (1969-1970)	sept. 1969	nov. 1970	8,1	14	5,49	6,5	12.201	1.042

Les crises économiques au Japon après la guerre

Chronologie des crises	Productions industrielles et minières				Chiffres maxim. du chômage		Chiffres maxim. d'entreprises en faillite	
	Maximum avant la crise	Minimum pendant la crise	Baisse en %	Durée de la dépression en mois	Nombre de chômeurs en millions	Taux d'augmentation du chômage en %	Nombre de maisons en faillite	Taux d'augmentation des faillites en %
1 (janv. 51-oct. 51)	juin 1951	août 1951	4,6	2	0,47	38,2	–	–
2 (janv. 54-nov. 54)	janv. 1954	août 1954	1,9	7	0,71	82	–	–
3 (juin 57-juin 58)	juil. 1957	juin 1958	10	11	0,92	76,9	203	54,9
4 (déc. 61-oct. 62)	mars 1962	oct. 1962	3,6	7	0,62	72,2	172	186,6
5 (oct. 64-oct. 65)	déc. 1964	mai 1965	3,1	5	0,54	100	611	64,2
6 (juil. 70-déc. 71)	juil. 1970	mai 1971	4,2	10	0,80	60	964	64,8

Si depuis la guerre, les investissements en capital fixe sont assez élevés en période de crise, cela signifie d'une part que la bourgeoisie monopoliste se sert de l'appareil d'État et intensifie son exploitation à l'égard du peuple travailleur. Elle accélère l'accumulation, transformant en capital la plus-value extorquée sur le dos des travailleurs.

Parallèlement, elle accélère la paupérisation du prolétariat et affaiblit encore le pouvoir d'achat du peuple travailleur. D'autre part cela signifie aussi que depuis la guerre, les commandes militaires ainsi que les besoins ayant trait aux préparatifs de guerre constituent l'essentiel des investissements américains en capital fixe.

De cette façon, non seulement les ressources sociales sont grandement gaspillées, mais encore on assiste à un développement aveugle du secteur l, ce qui a pour effet que les proportions de la reproduction sociale sont de plus en plus inadéquates ; les contradictions de la reproduction sociale s'aiguisent encore. Les crises, plus fréquentes, sont chaque fois plus graves.

Troisièmement, l'interaction entre crise industrielle et crise agricole approfondit l'ensemble de la crise. Dans le système capitaliste, la crise ne se cantonne pas à l'industrie, elle atteint également l'agriculture. Lorsque la crise agricole éclate, on constate une augmentation rapide des stocks de produits agricoles dans les entrepôts des capitalistes agriculteurs ; les prix de gros s'effondrent, la surface cultivée est réduite, et le chômage augmente chez les ouvriers agricoles ; les salaires de ceux qui ont du travail baissent et un grand nombre de cultivateurs indépendants font faillite.

On peut voir que la crise agricole, tout comme la crise industrielle est une crise de surproduction déterminée par la contradiction fondamentale du capitalisme. Tant que subsiste le système capitaliste, les crises de surproduction agricole sont tout aussi inévitables que les crises de surproduction industrielle.

Pourtant, les crises agricoles se maintiennent généralement plus longtemps que les crises industrielles. Depuis l'éclatement simultané de la crise industrielle et agricole aux U.S.A. en 1948, en l'espace de 23 ans, l'agriculture n'a jamais pu sortir de sa crise de surproduction. L'interaction entre la crise industrielle et la crise commerciale est devenue un grave problème de l'économie américaine de l'après-guerre.

À cause de ces crises industrielles, de nombreuses entreprises ferment leur porte, les commandes sont insuffisantes, les ouvriers perdent leur travail, les salaires baissent. Tout ceci a pour résultat une diminution de la demande en produits agricoles et une aggravation de la surproduction agricole.

Parallèlement, la crise agricole se répercute sur la production, les travailleurs agricoles s'appauvrissent et font faillite. La demande en moyens de production agricole et autres produits industriels est réduite, ce qui aggrave encore la crise de surproduction industrielle. Étant donné l'interaction entre crise agricole et crise industrielle, la crise économique du capitalisme s'approfondit de plus en plus.

Quatrièmement, crise de surproduction et crise financière s'entremêlent. Après la deuxième guerre mondiale les crises ont un cycle raccourci et les crises financières éclatent de plus en plus fréquemment. Une « double maladie » se déclare bien souvent : crise économique et crise financière . Toutes deux sont le résultat nécessaire de l'exacerbation de la contradiction fondamentale du capitalisme.

Les principaux effets en sont : l'insuffisance des revenus de l'État par rapport aux dépenses, la trop forte émission de billets, la montée des prix, le déficit de la balance extérieure, l'épuisement des réserves d'or et la dévaluation de la monnaie. Après la deuxième guerre mondiale, tous les pays impérialistes cherchèrent à intensifier les préparatifs de guerre afin d'échapper à la crise de jour en jour plus grave, administrant ainsi une injection de morphine pour calmer la maladie des économies nationales.

Cependant, les dépenses militaires et les coûts de la production industrielle militaire sont de plus en plus élevés et le budget de l'État connaît chaque année un déficit plus grand. Pour combler ces énormes dépenses militaires, les pays impérialistes s'efforcent d'augmenter la fiscalité, d'emprunter à l'extérieur, d'émettre du papier-monnaie.

Ils pratiquent l'inflation et provoquent ainsi de graves crises dans les finances publiques. De 1946 à 1971, les finances américaines sont déficitaires : le déficit cumulé est de 137,9 milliards de dollars, la dette publique cumulée de 442, 1 milliards. Même des personnalités officielles américaines s'en alarmèrent et dirent que le « montant de la dette en Amérique est supérieur à celui de tous les autres États réunis » et que « si l'on convertit cette dette en billets d'un dollar on obtiendrait un anneau de 10 m de large qui ferait 1520 fois le tour de la terre ».

L'inflation s'aggrave de jour en jour, la monnaie perd peu à peu sa valeur et les prix montent continuellement. Autrefois, lorsque la crise éclatait, les prix baissaient généralement. Mais depuis la deuxième guerre mondiale, les États capitalistes pratiquent intentionnellement la militarisation de l'économie nationale et la politique inflationniste.

En période de crise, les prix ne baissent plus, bien au contraire, ils accusent une hausse colossale. On note, par exemple, une hausse des prix pour les crises américaines d'après-guerre, exception faite de celle de 48-49. Cela signifie qu'à chaque fois le pouvoir d'achat de la monnaie a baissé. La dévalorisation de la monnaie à l'intérieur du pays a nécessairement des répercussions sur le crédit de cette monnaie à l'étranger.

L'impérialisme américain déclenche d'incessantes guerres d'agression : les dépenses dues au stationnement de troupes à l'extérieur et aux préparatifs de guerre

augmentent, provoquant la fuite massive de dollars et une perte du crédit international du dollar. Depuis la deuxième guerre mondiale, sur le marché financier, les crises éclatent sans arrêt. Suscitant des mouvements de vente de dollars d'achat d'or qui, par deux fois, à la fin de 1971 et en février 1973, contraignirent le gouvernement américain à dévaluer.

C'était là l'écroulement de la position hégémonique du dollar U.S. dans le monde capitaliste. La « double maladie» de la crise industrielle et financière plonge l'économie capitaliste dans un gouffre dont elle ne peut elle-même se sortir. D'une part, la crise économique, l'importante baisse de la production et la paupérisation qu'entraîne la crise se répercutent sur les recettes budgétaires des États capitalistes ; de là survient un déficit des finances publiques et un déséquilibre de la balance extérieure qui aggrave encore la crise financière.

D'autre part, avec l'approfondissement de la crise financière, il y a inflation, augmentation de la fiscalité et baisse du salaire réel des ouvriers ; le pouvoir d'achat des masses populaires diminue de façon relative, créant obligatoirement une aggravation de la crise de surproduction. On voit donc que le caractère cyclique des crises économiques est une sorte de cercle vicieux.

Leur gravité toujours plus grande ajoute encore aux contradictions antagonistes, déjà très aiguës, inhérentes au capitalisme. Les tempêtes des crises successives font trembler le monde capitaliste. La crise économique ébranle la base de la domination capitaliste.

La crise économique accentue encore la contradiction fondamentale du capitalisme. Pendant les périodes de crise, la concurrence entre les capitalistes est à son paroxysme. Les petites et moyennes entreprises qui n'arrivent pas à résister à la concurrence des plus grandes, sont les premières à faire faillite.

Une minorité de grandes entreprises à forte compétitivité en profitent pour les racheter à bas prix, et les absorber. C'est pourquoi, à chaque crise que traverse la société capitaliste, le capital se concentre davantage dans les mains d'un petit nombre de capitalistes.

La concentration de la production et du capital redouble de vitesse. Cette concentration rapide signifie l'exacerbation toujours plus grande de la contradiction

fondamentale du capitalisme, contradiction entre la socialisation de la production et le système de propriété privée. La crise provoque l'accentuation des contradictions de classes. Les capitalistes se servent toujours du peuple travailleur pour atténuer les dommages que leur cause la crise. Ils licencient de nombreux ouvriers, baissent les salaires des ouvriers qui ont du travail, utilisent l'inflation, alourdissent la fiscalité : ils cherchent par tous les moyens à faire payer la crise au peuple travailleur.

De même, en période de crise, l'exploitation de l'industrie sur l'agriculture, de la ville sur la campagne, s'intensifie, et accule de nombreux paysans à la faillite. Aussi la crise économique est-elle extrêmement grave pour la classe ouvrière et les autres travailleurs ; la contradiction entre la classe ouvrière et les capitalistes, entre les paysans et les gros propriétaires fonciers s'exacerbe un peu plus chaque jour.

La vague de lutte du prolétariat contre la bourgeoisie grossit, ébranlant la base de la domination capitaliste. Les crises économiques ont bien révélé le caractère historiquement transitoire du système capitaliste. Elles montrent qu'il existe une contradiction antagoniste entre les rapports de production et les forces productives du capitalisme.

Par rapport aux forces productives hautement socialisées, les rapports de production sont trop étroits : ils sont un grave obstacle au développement des forces productives.

En période de crise, c'est seulement lorsque les forces productives ont été profondément ruinées et que la production a été considérablement réduite, que la contradiction entre production et consommation peut trouver une résolution imposée par la force provisoire.

Dans le même temps, les éléments annonciateurs d'une nouvelle crise s'accumulent progressivement. Dans le processus de développement de l'économie capitaliste, la tendance à l'aggravation de la crise montre que les rapports de production capitalistes sont déjà pourrissants.

Ils doivent être remplacés par d'autres rapports de production adaptés aux besoins du développement des forces productives, c'est-à-dire par les rapports de production socialistes.■

L'État Islamique comme expression de la crise générale en tant que retour à l'esclavagisme

Lorsqu'un mode de production se ratatine, il a des éléments en son sein qui se décomposent. Cette décomposition amène une réaffirmation du passé, du mode de production antérieure. On a ainsi pu voir qu'au moment de la décomposition de la monarchie absolue comme stade suprême de la féodalité, on avait un retour du régime à une approche tout à fait féodale – hiérarchique.

Pareillement, lors de la première crise générale du capitalisme, l'Allemagne nazie était retournée à des démarches relevant du mode de production esclavagiste. Et, dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme, on a pareillement une réaffirmation du mode de production esclavagiste avec l'État Islamique.

La différence entre l'État Islamique et Al-Qaïda

Les commentateurs universitaires et des services secrets se sont grandement cassés la tête pour savoir dans quelle mesure L'État Islamique était une excroissance d'Al-Qaïda, tant sur le plan des idées, des conceptions, de la vision du monde, que sur le plan des activistes.

La réponse compte mais moins qu'une compréhension de la nature bien différente des deux organisations. Al-Qaïda, « la base », est née sous l'impulsion de la superpuissance impérialiste américaine et de l'Arabie Saoudite, afin de mobiliser contre le social-impérialisme soviétique ayant envahi l'Afghanistan.

Al-Qaïda, à la suite de l'effondrement du social-impérialisme soviétique, a développé une ligne alter-mondialiste islamiste. Les attentats du 11 septembre est une action spectaculaire relevant à la fois d'une sorte d'œuvre d'art morbide dans l'esprit de l'art contemporain que d'un anti-capitalisme romantique allié à un anti-impérialisme tiers-mondiste.

C'est-à-dire qu'Al-Qaïda se voulait absolument moderne, en phase avec son temps, se proposant comme force « alternative » dans le cadre de son époque considérée comme majoritairement décadente pour toute une période. On n'a pas du tout cela avec l'État Islamique exigeant immédiatement un territoire où il est retourné au passé.

L'État Islamique

L'État Islamique est le nom final d'une organisation l'ayant plusieurs fois modifié. On a initialement L'État Islamique d'Irak d'octobre 2006 à avril 2013, l'État Islamique d'Irak et du Sham d'avril 2013 à juin 2014, puis finalement l'État Islamique (al-Dawla al-Islamiyya). Mais, se référant à elle-même, l'organisation parle de l'État (al-Dawla).

Cette insistance sur la notion d'État, sur la dimension étatique, est extrêmement importante. L'objectif était, dès le départ, le rétablissement du « califat », comme État musulman des musulmans. C'est un aspect essentiel qui n'a pas été vu dès le départ par ceux qui étudiaient le phénomène.

Avant 2013, les observateurs ne remarquent en effet pas vraiment l'État Islamique, qu'ils voient comme une sorte de branche irakienne d' Al-Qaïda. Puis, s'apercevant de l'expansion de son activité en Syrie voisine – d'où l'ajout dans le nom des mots « et du Sham » - ils en perçoivent le caractère autonome, mais l'imaginent circonscrits à des territoires donnés.

Après avoir pris le contrôle de la plus grande part des régions musulmanes sunnites d'Irak en juin 2014, l'État Islamique proclame cependant le califat, affirmant sa dimension non territoriale. Il y a alors une prise de conscience de l'ampleur de la démarche.

La genèse de la conception d'État islamique

La naissance en octobre 2006 de L'État Islamique d'Irak et du Sham reflète une rupture dans la mouvance islamiste en Irak. Cette nouvelle organisation est née le 15 octobre 2006, sur la base d'Al-Qaïda en Irak et de ses alliés ; Uthman Bin Abd al-Rahman al-Tamimi se chargea d'en expliquer la nature dans un ouvrage collectif diffusé par Furqan Media, l'agence de presse de la nouvelle organisation, « Informant les gens sur la naissance de l'État Islamique d'Irak ».

Ce qui se passe alors, c'est que le chaos permanent en Irak permet à des groupes d'islamistes d'agir en masse, mais en se déplaçant, en ayant des zones temporairement sous leur contrôle. Ils existent de manière fonctionnelle et ininterrompue, mais sans avoir de reconnaissance idéologique-étatique.

L'idée de fonder un « État » d'une nature mouvante apparaît alors comme la clef du succès.

C'est pourquoi « Informant les gens sur la naissance de l'État Islamique d'Irak » justifie la nomination d'Abou Omar al-Baghdadi comme calife sur la base d'un choix par 60 % des tribuns musulmanes sunnites d'Irak occidental, ainsi que par les sept groupes composant l'État Islamique à sa fondation.

L'État Islamique comme État-base

L'État Islamique a dès le départ cherché à expliquer ses fondements et à justifier la validité de sa position, au moyen d'une très importante littérature, dont on trouve les principaux arguments dans l'ouvrage de 87 pages supervisé par Uthman Bin Abd al-Rahman al-Tamimi.

Ce dernier revendique deux sources à la fondation de l'État Islamique par les moudjahidines, c'est-à-dire les combattants du Djihad. La première, c'est la charia, c'est-à-dire les normes islamiques. La seconde, c'est le « contexte politique actuel ». La fondation de l'État Islamique est présentée comme le « résultat d'une recherche surtout pratique ».

Autrement dit, les djihadistes ayant mené quatre années d'activités en Irak ont le moyen de passer à un rythme supérieur. Cela ne veut pas simplement dire conquérir un territoire. On a

comme Al-Qaïda l'idée de former une base, mais cette fois d'une dimension plus grande, au sens où il y a une base populaire à cette base.

Le livre dirigé par Uthman Bin Abd al-Rahman al-Tamimi ne pose nullement la question des limites territoriales. L'État Islamique rejette d'ailleurs tout concept de nation, au nom de l'unité de la Ummah, la communauté islamique. Il s'agit d'un État-base, pas d'un État national.

D'ailleurs, à sa fondation, l'État Islamique a comme bastion la province d'Anbar, où sont présentes ds troupes américaines, des troupes du gouvernement central irakien, des forces nationalistes, des groupes tribaux, etc.

L'État-base comme offensive permanente

Cette situation dans la province d'Anbar est importante, car elle va expliquer un aspect essentiel de L'État Islamique.

« Informant les gens sur la naissance de l'État Islamique d'Irak » justifie la fondation de l'État Islamique en disant que la zone d'influence des djihadistes est bien plus grande que Médine partiellement contrôlée par Mahomet lors du début de l'Islam.

Cependant, il y a un arrière-plan : celui de passer à l'offensive permanente. La stratégie d'Al-Qaïda était de se maintenir en permanence et d'attendre que la situation se débloque. L'État Islamique, c'est le débordement d'un tel positionnement.

Un ouvrage central est ici celui datant de 2004 d'Abou Jihad al-Masri, qui signa Abou Bakr Naji : « Le management de la barbarie : l'étape la plus critique par laquelle la nation islamique va passer » (Idārat at-Tawaḥḥuš: Akhṭar marḥalah satamurru bihā l 'ummah).

L'auteur y justifie les « plus abominables niveaux de sauvagerie » afin de frapper l'opinion et de briser la stabilité de l'ordre en place. Les djihadistes doivent monter en gamme et établir une justification étatique en montrant que ce qui est extérieur à eux impliquent de subir la « sauvagerie ».

Al-Qaïda a été très profondément marqué par cet ouvrage et sa systématisation par sa branche irakienne a produit l'État Islamique, l'État-base jouant de terreur pour s'imposer.

L'État-base comme offensive mondiale

Al-Qaïda est historiquement un produit d'un alter-mondialisme islamiste profitant de l'effondrement du social-impérialisme soviétique. La perception générale change cependant dans les suites du 11 septembre 2001, avec néanmoins encore une fois l'État Islamique comme profitant de ce décalage dans l'analyse faite.

On retrouve ici un ouvrage majeur de la littérature islamiste, un pavé de 1604 pages écrit en 2004 par Abou Moussab al-Souri : *L'appel à la résistance islamique mondiale* (Da'wat al-muqawamah al-islamiyyah al-'alamiyyah).

La logique d'Abou Moussab al-Souri est la suivante : les attentats du 11 septembre n'ont pas été suivis d'une mobilisation des musulmans du monde, néanmoins l'occupation américaine de l'Irak a permis l'émergence d'une véritable scène djihadiste. Il faut par conséquent en profiter pour développer des réseaux menant des attentats meurtriers dans les pays occidentaux.

Il faut que se montent des groupes indépendants les uns des autres, procédant à leurs propres recrutements, dans le but de mener des actions. Les djihadistes sont présentés comme une « élite ».

On est clairement dans le substitutisme, la volonté de compenser la mobilisation absente à la suite du 11 septembre, au moyen d'actions conte les « croisés » occidentaux par une « élite ».

Cette ligne impliquait toutefois un sectarisme généralisé. L'ouvrage rejette entièrement les gouvernements, les musulmans aux positions incorrectes.

Là aussi, c'est une source pour la dynamique de l'État Islamique, aux dépens du positionnement initial d'Al-Qaïda qui est toujours de temporiser dans tout, de pratiquer le gradualisme dans l'application de la Charia, d'être prêt à des accords avec différents acteurs, etc.

L'État-base comme régime fondamentaliste

Du moment que l'État Islamique exigeait l'application stricte de la charia au moyen d'un État-base, et non plus une base, il fallait un modèle d'organisation et d'administration. La question ne se pose initialement pas lorsque l'État Islamique naît d'Al-Qaïda en Irak : lorsque son dirigeant historique, Abou Moussab Al-Zarqaoui, meurt en 2006, on est encore dans un romantisme idéalisant l'époque de Mahomet.

La conquête territoriale va changer les choses et l'État-base va alors directement puiser dans l'époque de Mahomet pour ses modalités sociales concrètes. Le modèle de califat n'est pas celui de l'empire ottoman, définitivement démantelé en 1924, mais directement l'époque suivant Mahomet.

Sur le plan religieux, les exigences sont celles du salafisme, un romantisme né au 14e siècle avec Ahmad Ibn Hanbal et prolongé au 18e siècle par Muhammad ibn 'Abd al-Wahhab, avec le refus de tout ce qui est moderne au nom d'un accaparement complet de l'esprit par la religion.

Sont visés l'idôlatrie (shirk) et toute association de quelque chose à Dieu (nation, individu, mausolée, symbole, etc.), le concept clef étant l'unicité divine (tawhid).

C'est un fondamentalisme : il s'agit d'en revenir à de prétendues sources, un mode de vie originel qui serait non entaché par la décadence de la vie moderne etc.

Dans cette logique de restauration du passé, on a ainsi une structure militaire patriarcale, où tout combattant pratique une allégeance (bay`a) temporaire à un chef de guerre, lui-même se subordonnant au calife dans une allégeance suprême.

Et on a l'esclavagisme comme valeur sociale à la fois reconnue et valorisée.

L'État Islamique patriarcal-esclavagiste

L'esclavage est une tradition musulmane, au point que son abolition se produira de manière extrêmement tardive (1876 pour l'empire ottoman, 1923 pour l'Afghanistan, 1921 pour l'Irak, 1949 pour le Koweït, 1968 pour l'Arabie Saoudite, etc.). Il y a d'ailleurs encore trois millions de personnes concernées par des formes patriarcales d'exploitation dans les pays

musulmans du Golfe, à quoi s'ajoutent des conditions de travail catastrophiques en général pour les immigrés privés de tout droit de citoyenneté.

L'État Islamique a cherché à restaurer l'esclavagisme, en le systématisant.

Les esclaves étaient des choses relevant d'une propriété, il y avait des marchés aux esclaves ainsi qu'une administration dédiée (disposant de locaux dans six villes), les femmes esclaves étaient systématiquement battues et violées.

Ce n'est que le contexte qui a fait que l'État Islamique a appliqué des critères de différenciation au sujet de l'esclavagisme. Ainsi, les personnes relevant de l'Islam chiite étaient systématiquement tuées. Seule une toute petite minorité des hommes capturés fuit réduit en esclavage, devant travailler dans des fermes.

Entre 3 000 et 10 000 personnes relevant de la communauté kurde yézidie ont quant à elles été mis en esclavage par l'État islamique. Il s'agit en fait d'un esclavagisme à dimension sexuelle, les femmes étant réduites à des objets sexuels entièrement à la merci des islamistes. Les femmes concernées perdaient d'ailleurs leur identité, étant dénommées simplement selon leur statut d'esclave, al-sabi (sabaya au pluriel).

Certaines relevaient de foyers musulmans, d'autres de « maisons de repos » pour les combattants.

D'autres encore étaient « données » comme femmes – dans le cadre de la polygamie musulmane – c'est-à-dire comme objets sexuels et génitrices.

En juin 2015 dans la ville de Mossoul, des femmes et des jeunes filles furent remises comme prix lors d'un concours de mémorisation du Coran. Les enfants masculins entre huit et douze ans étaient quant à eux victimes de campagne de bourrage de crâne afin d'en faire de futurs combattants.

La tentative d'un retour en arrière

En fait, dès que l'État Islamique l'a pu, il a systématisé l'esclavagisme, avec à la fois le travail forcé, l'exploitation sexuelle, le viol généralisé ou le trafic d'êtres humains. On est dans une logique patriarcale de guerre, sur un mode primitif et cette démarche est généralisée. C'est vrai pour Boko Haram en Afrique avec ses enlèvements ou bien en Libye, où le trafic d'êtres humains a eu une valeur passée de quelques millions de dollars en 2010 à 300 millions en 2014.

Cette systématisation a un sens bien défini : c'est une expression de décadence historique, de retours au mode de production esclavagiste dans certains secteurs. On le voit bien avec le développement du cannibalisme social dans les pays impérialistes.

L'État Islamique n'a pas utilisé l'esclavagisme comme quelque chose à côté de sa démarche, comme quelque chose d'anecdotique concernant des secteurs marginalisés de la société « musulman ». En apparence, cela ressemble à cela, mais en réalité la logique patriarcale-esclavagiste à l'œuvre visait à se systématiser.

C'est naturellement impossible au 21e siècle, mais cela exprime une très lourde tendance à la décadence, dans le cadre de la seconde crise générale du capitalisme.■

Le parlement flamand salue d'anciens nazis : un exemple de l'expression de la crise générale belge

Cela fait plusieurs décennies que la Belgique subit des assauts politiques et culturels visant à diviser le pays et pas moins que le démanteler. En saluant la mémoire de collaborateurs nazis, le parlement flamand montre que les choses vont toujours plus loin, avec comme objectif le point de non-retour.

L'influence allemande sur la Flandre

L'Allemagne a historiquement toujours cherché à satelliser la Flandre. Elle est d'ailleurs intervenue deux fois afin d'agir directement en ce sens, lors de la première guerre mondiale, puis lors de la seconde. Cet objectif n'a jamais été perdu de vue.

Depuis plusieurs années, l'Allemagne est la première direction des exportations flamandes (et 85 % des produits belges en Allemagne viennent de Flandre). Pour ce que la Flandre importe, cela vient d'abord des Pays-Bas, mais l'Allemagne se place juste derrière.

Les entreprises allemandes investissent de manière significative en Flandre, avec notamment BASF, Bayer, Lanxess et Degussa à Anvers, qui est désormais au second rang de l'industrie pétro-chimique, derrière la ville américaine de Houston.

Une entreprise flamande comme Agfa-Gevaert est issue d'une sorte de va-et-vient historique avec l'Allemagne. Anheuser-Busch InBev a une filiale en Allemagne qui y prend la seconde place dans le domaine de la brasserie. L'entreprise flamande de biotechnologie Eurogentec a acheté l'entreprise berlinoise Proteomics, tout comme l'entreprise flamande d'informatique Arinso a acheté l'entreprise allemande IT2 Information Systems. L'entreprise flamande de médias Studio 100 a acheté le secteur divertissement de l'entreprise allemande EM.Sport Media et possède la chaîne pour enfants Junior TV, etc.

Auguste Borms au service des Allemands

En 1917, l'Allemagne tenta de casser la Belgique en deux et ils reçoivent en ce sens l'appui d'un « Conseil de Flandre », dont l'une des figures est Auguste Borms, un fervent activiste du nationalisme flamand. Il fut pour cela condamné à mort en 1919 puis finalement aux travaux forcés grâce à une intervention du Vatican.

Activiste durant les années 1920-1930 avec le parti « Front », on le retrouve pendant l'occupation allemande lors de la seconde guerre mondiale, à la tête d'une commission pour remettre en avant ceux ayant « loyalement » travaillé avec l'Allemagne en 1914-1918. Il fuit à Berlin en 1944 et est finalement condamné à mort et exécuté en Belgique en 1946, tout en refusant de renier le national-socialisme allemand.

Et on retrouve Auguste Borms en janvier 2021 dans le supplément à Newsweek, la revue du parlement flamand, consacré à 14 personnalités ayant « contribué à l'émancipation du peuple et de sa langue » afin de célébrer les 50 ans du parlement flamand (en fait le Conseil culturel de la Communauté néerlandaise, fondé en décembre 1971).

On retrouve également Staf De Clercq, une autre grande figure de la collaboration avec l'Allemagne.

Staf De Clercq au service des Allemands

Staf De Clercq relève de la même convergence avec l'Allemagne. Le parti qu'il fonde en 1933, le Vlaams Nationaal Verbond, est d'ailleurs directement inspiré du NSDAP allemand. Il collabora bien entendu avec l'occupant nazi, Staf De Clercq décédant lui en 1942.

Ce qui est marquant, c'est que Staf De Clercq prônait la fusion de la Flandre avec les Pays-Bas et la « récupération » de la Flandre française. Sa convergence avec l'Allemagne était pourtant totalement objective, comme le montre sa collaboration ainsi que celle de son parti, qui fut une des cibles de la Résistance belge.

Le parlement flamand résume sa vision du monde à l'identité et à la langue

Pourquoi le parlement flamand honore-t-il deux collaborateurs de l'Allemagne nazie ? Tout simplement avant tout parce que ce sont des collaborateurs de l'Allemagne. Il y a une satellisation de la Flandre et les nationalistes flamands font, comme par le passé, utilisation de mythes politiques pour être objectivement au service de telle ou telle tendance du capitalisme.

Il est très parlant d'ailleurs que « la brochure commémorative du parlement insérée dans le magazine Newsweek » résume le fait d'être flamand à une identité et une langue, sans être en mesure de parler de culture ni de la réalité populaire qui ramène, forcément, à l'histoire de la Belgique. Cette approche fait d'ailleurs s'unir les nationalistes flamands au-delà des divergences politiques.

La convergence du nationalisme flamand pour renforcer le mythe politique

L'affaire est connue : en 2014, le ministre flamand de la Mobilité et des Travaux publics, du Bien-Être animal et du Tourism Ben Weyts et le secrétaire d'État à l'Asile et la Migration Theo Francken avaient été présents au nonantième anniversaire de Bob Maes, un ancien collaborateur de l'Allemagne nazie puis une figure du nationalisme flamand.

En 2016, on avait Brecht Vermeulen, président de la Commission de l'Intérieur à la Chambre, qui avait assisté à une commémoration de la bataille de l'Yser ouvertement favorable au nationalisme flamand sur un mode néo-nazi.

C'est là une tendance de la Nieuw-Vlaamse Alliantie à se tourner vers le nationalisme flamand le plus radical pour renforcer son propre mythe politique et d'ailleurs Liesbeth Homans, à la tête de la Flandre, assume de vouloir s'ouvrir au Vlaams Belang.

La Flandre, une réalité ou un mythe politique ?

La Wallonie a eu Léon Degrelle, connu pour ses affabulations. La Flandre a son équivalent avec le nationalisme flamand actuel, qui ne vit que dans la fuite en avant, que par un mythe mobilisateur qu'il faut constamment renforcer au moyen de contes et légendes. La convergence avec l'extrême-droite est une chose qui cependant ne doit pas faire oublier que cela obéit à des tendances de fond. En l'occurrence, le nationalisme flamand œuvre à l'affaiblissement, l'implosion des petits pays, afin de les satelliser. C'est le même processus que dans les années 1920 après la révolution russe, dans le cadre de la crise générale du capitalisme.

Cela se répète de nouveau, dans le cadre d'une bataille pour le repartage du monde qui passe aussi par la prise de contrôle des petits pays. ■